



**HAL**  
open science

## “Travail identitaire” et entrée dans la clandestinité

Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. “Travail identitaire” et entrée dans la clandestinité. Archives Européennes de Sociologie / European Journal of Sociology, 2021, 3. hal-03651649v2

**HAL Id: hal-03651649**

**<https://hal.science/hal-03651649v2>**

Submitted on 16 Jan 2022 (v2), last revised 1 Sep 2022 (v3)

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# « TRAVAIL IDENTITAIRE » ET ENTREE DANS LA CLANDESTINITE

Caroline GUIBET LAFAYE<sup>1</sup>

*Résumé* : L'entrée dans les organisations dites terroristes a souvent été décrite, à partir d'un point de vue extrinsèque, comme une rupture biographique. *A contrario*, les « carrières » des militants d'organisations illégales d'extrême gauche et de libération nationale basques mettent en évidence des continuités, soulignées par les acteurs eux-mêmes. Afin de comprendre le « travail identitaire » accompagnant l'intégration et la participation à des groupes clandestins, nous avons mobilisé le modèle élaboré par Snow et McAdam (2000). Deux formes majeures de travail identitaire caractérisent l'entrée dans les organisations étudiées : la « convergence identitaire » et l'« amplification identitaire ». Ces résultats permettent de reconsidérer la pertinence heuristique des notions de radicalisation et de basculement dans le terrorisme. Ils contribuent en outre à préciser le rôle de l'identification au collectif, dans ses modalités cognitives et affectives, au sein du processus de redéfinition des identités individuelles ainsi engagées.

*Mots-clés* : Terrorisme, clandestinité, alternation, radicalisation, extrême gauche, ETA.

*Abstract*: Entry into terrorist organizations has often been described, from an extrinsic point of view, as a biographical break. On the other hand, the “careers” of activists of illegal far-left groups and Basque national liberation groups highlight continuity, highlighted by the actors themselves. In order to understand how “identity work” operates during integration and participation in clandestine groups, we have mobilized the model developed by Snow and McAdam (2000). Two major forms of identity work characterizing entry into the illegal organizations: “identity convergence” and “identity amplification”. These results make it possible to reconsider the heuristic relevance of the notions of radicalization and the shift into terrorism. They also help to clarify the role of identification with the collective, in its cognitive and affective modalities, within the process of redefining individual identities engaged into terrorist organizations.

*Key words*: Terrorism, clandestinity, alternation, radicalisation, extreme left-wing, ETA.

---

<sup>1</sup> CNRS – Lisst (UMR 5193), Université Toulouse Jean Jaurès ; [caroline.guibetlafaye@univ-tlse2.fr](mailto:caroline.guibetlafaye@univ-tlse2.fr), [c.guibetlafaye@wanadoo.fr](mailto:c.guibetlafaye@wanadoo.fr). Ce texte a été publié en anglais sous le titre « “Identity Work” and Clandestinity » dans la revue *European Journal of Sociology*, Sciences Po (Paris), 2022.

# 1. Introduction

## 1.1 DEVENIR « TERRORISTE », UNE RUPTURE BIOGRAPHIQUE LOURDE ?

L'engagement total ou extrême, souvent décrit comme sous-jacent à la démarche terroriste, a communément été abordé à partir des risques pris par l'agent (McAdam, 1986) et des conséquences de ses actions sur sa trajectoire de vie. On estime que « l'identité sociale des acteurs qui composent une entreprise de mouvement social est transformée par l'entrée en militance » (Fillieule *et al.*, 2010, p. 215) et *a fortiori* par leur intégration dans un groupe dit terroriste. À la lumière des lectures contemporaines des phénomènes de radicalisation, celle-ci semble apparaître comme une bifurcation politique spécifique où la nouvelle identité est perçue comme difficilement réversible et questionnable (Tarragoni, 2012, p. 116). Elle impliquerait l'endossement d'une croyance « totale » ainsi qu'une reconversion identitaire.

Ce paradigme traverse la littérature puisqu'on a considéré qu'existait « une logique propre à la vie clandestine dans des institutions totales *a fortiori* de taille réduite, car l'engagement dans ce type de groupes implique nécessairement une rupture biographique lourde qui passe par une renonciation à une identité antérieure pour renaître littéralement par le biais notamment de l'attribution d'un « nom de guerre », l'intériorisation de règles de comportement codifiées avec minutie, voire parfois le recours à des techniques de mortification, etc. » (Sommier, 2008, p. 92)<sup>1</sup>. La question de la transformation identitaire lors de l'intégration dans des groupes armés est une constante au point que l'engagement a pu être conçu comme une « identification » (Hardin, 1995, p. 7). Russell Hardin fait de l'identification à un groupe une condition de l'engagement dans des actions collectives, la première reposant supposément sur des intérêts convergents entre l'individu et le groupe (Hardin, 1995, p. 10). La participation à ce dernier bénéficierait aux individus qui en sont membres, que ce soit de façon matérielle (pour obtenir une meilleure situation si le groupe parvient à ses fins), symbolique ou en termes de satisfaction à la participation (Hardin, 1995, p. 53-54). Dans cette logique toutefois, demeure pendante la question de savoir comment se produit l'identification au groupe. C'est à cette dernière que nous consacrerons la présente analyse. Celle-ci se déploiera, de façon privilégiée sur un plan microsociologique dans la mesure où nous avons proposé une étude approfondie des contextes d'engagement dans ces groupes en d'autres lieux (Guibet Lafaye, 2019, 2020a) et que ceux-là ont fait d'ores et déjà l'objet d'études approfondies (Della Porta, 1995, 2013 ; Della Porta et Rucht, 1995 ; Sommier, 2008).

À rebours des théories de la rupture biographique ou du basculement, nous montrerons, dans une perspective critique, que l'engagement politique dans des organisations clandestines implique une reconfiguration de l'identité sociale de l'acteur, en ce sens que « la situation d'action collective permet la fondation, ou la refondation, de l'identité qui le conduira à donner sens à ses choix et à ses calculs » (Pizzorno, 1978 ; 1990, p. 80). Quel « travail identitaire » (Snow et McAdam, 2000) sous-tend cette reconfiguration ? Quelles en sont les modalités lorsqu'il s'agit d'œuvrer dans des groupes politiques violents ? L'élucidation de ces questions nous détournera de l'hypothèse de la recherche de « rétributions », matérielles ou symboliques, comme moteur de l'engagement politique extrême ainsi que de l'interprétation de ce dernier sous le prisme du basculement dans la radicalisation. Nous proposerons une lecture plus fine de la construction identitaire et de la redéfinition des identités individuelles impliquée par ce type d'engagement. Notre analyse s'appuiera sur les travaux de Snow et McAdam (2000) consacrés à la transformation identitaire. Ce modèle s'avère plus pertinent

---

<sup>1</sup> Dans les faits, il s'agit moins de l'adoption d'un « nom de guerre » que d'un abandon de l'identité civile pour des raisons de sécurité visant à compromettre l'identification de soi par les forces de sécurité.

pour saisir, de façon compréhensive, l'évolution des identités au sein d'organisations dites terroristes d'extrême gauche et de libération nationale basques, telles *Iparretarrak* (IK) ou *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA). Nous envisagerons ces reconstructions identitaires, dans une perspective normative plutôt qu'utilitariste, c'est-à-dire qui délaissera la quête, par les acteurs, d'intérêts, de rétributions ou de bénéfices. Nous confronterons l'interprétation de l'entrée en radicalité comme conversion (Strauss, 1959 ; Della Porta, 1995) avec celle des acteurs clandestins eux-mêmes, qui perçoivent le plus souvent leur trajectoire comme une « continuation de soi », un phénomène « logique », « naturel » (Guibet Lafaye, 2018).

Pour ce faire, nous proposerons d'abord une brève présentation de l'enquête ainsi qu'un rapide exposé du modèle de Snow et McAdam (2000). Nous envisagerons ensuite les deux types majeurs de travail identitaire caractérisant l'entrée dans les organisations dites terroristes d'extrême gauche et de libération nationale : la « recherche d'identité » et l'« amplification identitaire ». Nous discuterons ensuite la pertinence heuristique, concernant l'entrée dans les groupes étudiés, des notions de radicalisation et de basculement identitaire à la lumière de ces résultats. Nous analyserons enfin le rôle de l'identification au collectif, dans ses modalités cognitives et affectives, au sein du processus de redéfinition des identités individuelles ainsi engagées.

## 1.2 L'ENQUETE

Pour appréhender les phénomènes de transformation identitaire liés à l'entrée dans un groupe clandestin, nous avons procédé entre mars 2016 et juillet 2020, à une série d'entretiens approfondis qui nous a conduites<sup>1</sup> à rencontrer 128 personnes, actives entre la fin des années 1960 et aujourd'hui. Les personnes ont été contactées soit de façon directe, soit par la méthode « boule de neige » (Laperrière, 1997)<sup>2</sup>. Parmi elles, 38 sont des femmes. Le plus jeune avait 34 ans, le plus âgé 86 ans au moment de l'entretien. Les entretiens ont été enregistrés et intégralement retranscrits. Ils ont duré entre 32 mn et 4h30. L'annexe 1 (Tableau 4) présente la liste des enquêtés et leurs caractéristiques sociodémographiques et l'annexe 2 propose une brève synthèse rappelant l'historique des groupes illégaux.

---

<sup>1</sup> L'enquête a été menée en collaboration avec Alexandra Frénod (CNRS, Gemass) pour le volet français.

<sup>2</sup> Dans le cas précis de ce terrain, il est difficile de procéder à une sélection des enquêtés par âge et par sexe, c'est-à-dire de procéder à un profilage exigeant, les opportunités de contacts étant aléatoires.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés dans les groupes politiques<sup>1</sup>

<b>Groupes</b>	<b>Nombre</b>
ETA	56
Commandos Autonomes Anticapitalistes	1
Fraction Armée Rouge	3
Mouvement du 2 Juin	1
Potere Operaio	5
Brigades Rouges	7
Lotta Continua	4
Prima Linea	11
Autonomie ouvrière	6
Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste	8
IK	12
Action Directe	10
Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire	2
Francs-tireurs Partisans	1
Antifasciste	1
<b>Total</b>	<b>128</b>

À l'exception d'ETA, ces groupes n'ont guère été actifs au-delà de la fin des années 1980. ETA s'est dissoute le 3 mai 2018<sup>2</sup>. Bien que les organisations aient œuvré dans des contextes distincts et à des périodes différentes, toutes sont porteuses d'une idéologie relevant de l'extrême gauche ou de mouvements de libération nationale fortement marqués par le marxisme et la visée du socialisme réel. Elles ont également en commun de considérer que la possibilité de parvenir à leurs objectifs respectifs impose un passage par la violence politique.

### 1.3 BREF RAPPEL HISTORIQUE

En effet, à partir des années 1967-1968 une effervescence révolutionnaire point dans une partie de l'Europe occidentale. À la fin des années soixante, l'Allemagne, engagée dans une reconstruction démocratique, traverse une crise d'identité. Confrontée au silence des générations antérieures sur le passé nazi, une partie de la jeunesse met en question les hiérarchies héritées ainsi que le pouvoir exécutif dans un contexte où la guerre du Vietnam cristallise les oppositions. La question de la continuité des élites nationales-socialistes est au cœur de la contestation. En France et en Italie, les étudiants remettent en cause les rapports

<sup>1</sup> Certaines des personnes rencontrées ont fait à la fois partie des GARI et d'AD par exemple. Dans ces cas de doublons, les individus n'ont été comptés qu'une fois dans le groupe le plus récent historiquement, c'est-à-dire, pour l'exemple évoqué, dans AD plutôt que dans les GARI. Les entretiens qui sont le support de cette analyse ont été réalisés pour la France et le Pays basque par Caroline Guibet Lafaye, à l'exception de celui d'Olivier mené par Alexandra Frénod (CNRS). Ils ont été conduits en Italie par Laura di Fabio (Univ. de Rome) et traduits, pour l'essentiel, par Grégoire Le Quang (Univ. de Paris VIII). L'enquête a été menée en Allemagne par Laura di Fabio et Juline Beaujouan (EHESS) qui s'est chargée de leur traduction. Pour les besoins de l'analyse, il est possible d'associer les militants de la RAF et du Mouvement du 2 Juin ; PO et l'Autonomie ouvrière (les membres de PO interrogés ont ensuite évolué vers celle-ci) ; LC et PL du fait de l'évolution du premier groupe, pour partie, vers le second ; ETA et les CAA qui en sont partiellement une émanation.

<sup>2</sup> La littérature sur ETA est abondante. Citons simplement à titre d'exemples Alcedo Moneo, 1994 ; Bruni, 2001 ; Letamendia, 1995 ; Massey, 2010.

sociaux traditionnels, le pouvoir, les partis politiques. Comme en Allemagne, la nouvelle génération récusé les élites soupçonnées de collusions fascistes. La grève générale touche l'hexagone en mai 1968. La Ve république vacille. En Italie, de 1968 à 1979, les grèves, manifestations et affrontements avec la police sont récurrents. On recense plus de 50 organisations assumant la violence armée en Italie entre le milieu des années 1960 et celui des années 1980, dont une quarantaine issue de l'extrême gauche. Dans ces trois pays européens, nombre de jeunes ayant participé aux événements de mai 68 se tournent vers l'activisme extra-parlementaire voire entrent dans la clandestinité avec un objectif politique et usent, à ces fins, de moyens d'action violents. Ces engagements sont l'occasion de transformations identitaires au sujet desquelles les individus ont pu, lors des entretiens que nous avons menés, s'exprimer.

## **2. « Travail identitaire » et modes d'adaptation aux collectifs**

L'enquête rétrospective, quelle que soit la méthode d'investigation utilisée (Auriat, 1996), est tributaire des effets de mémoire, particulièrement prégnants et peu contrôlables dans le cas d'entretiens semi-directifs. Cette méthode introduit des déformations, des travestissements, des glissements accentués du fait que l'enquêteur maîtrise mal les principes de sélection des épisodes (Demazière, 2007, p. 88-89). Le récit produit par le narrateur résulte d'une sélection de fragments – de ce qui est important pour lui –, qu'il insère dans une histoire qui a un sens. L'entretien semi-directif se heurte de surcroît au phénomène d'illusion biographique, tenant à ce que l'individu retrace *a posteriori* et de façon linéaire son parcours de vie (Bourdieu, 1986, p. 69). Les individus interrogés racontent leurs expériences en mettant en scène des épisodes de leur vie, donnent de la signification à ce qui leur arrive, justifient et argumentent de manière à convaincre. Or ces formes de rationalisation, de mises en sens des pratiques, des opinions et des orientations politiques, *dans l'après-coup*, soulèvent des problèmes méthodologiques notables (Collovald et Gaïti, 2006, p. 45), dans la mesure où la réorganisation du récit, notamment sous-tendue par le travail idéologique, produit non seulement une description réaliste de la situation subséquente d'engagement. Elle vise aussi souvent à rendre raison de son émergence. Sans endosser le postulat de la linéarité du déroulement biographique, ni d'une identité intemporellement attachée à l'individu, on peut toutefois retenir la notion de « ligne biographique », c'est-à-dire d'un ensemble d'événements que l'on peut rattacher à *l'une* des formes d'engagement de l'individu (Ogien, 1989, p. 81 ; voir aussi Demazière, 2008).

Ces opérations de mise en sens et en perspective propres aux entretiens semi-directifs dévoilent le « travail identitaire » à l'œuvre dans le récit de soi. Ce travail consiste dans l'ensemble des discours et des pratiques par lesquelles l'individu se façonne lui-même (Alvesson et Willmott, 2002). L'identité apparaît alors comme la mise en cohérence de deux formes d'identité, personnelle et sociale, en l'occurrence ici militante. Elle advient comme le produit d'un « processus de devenir » complexe, par lequel l'individu construit, déconstruit et reconstruit continuellement sa subjectivité. Le travail identitaire s'accomplit ainsi comme un effort constant de mise en cohérence entre ce que l'individu doit être socialement (identité sociale) et ce qu'il est intimement (identité personnelle) (Watson, 2008).

L'identité sociale se dessine dans la façon dont l'individu se présente aux autres et parvient à remplir son rôle (Goffman, 1956 ; Watson, 2009). La production de cette identité peut être associée à des discours et des pratiques de valorisation (Polkinghorne, 1991 ; Somers, 1994). Elle se déploie dans la continuité d'un temps long et peut s'interpréter comme une multitude de « petits pas », une construction incrémentale en interaction avec l'environnement et déterminée par les normes et valeurs du groupe (Stryker et Serpe, 1982 ; Potter et Reicher,

1987). L'identité personnelle, pour sa part, coïncide avec « le soi compris réflexivement par l'individu dans les termes de sa propre biographie » (Giddens, 1991, p. 53). Elle traduit une manière de se représenter à soi-même et un « travail identitaire tourné vers l'intérieur » (voir Watson, 2009, p. 432). Or l'individu est engagé dans un effort constant de mise en cohérence de son identité personnelle avec son identité sociale, pour parvenir ultimement à définir ce qu'il est (Watson, 2009), de sorte qu'identité sociale et identité personnelle sont en constante interaction (Jenkins, 1996 ; Ybema *et al.*, 2009 ; Watson, 2008, 2009).

Une perspective méso-sociologique plutôt que microsociologique souligne l'intervention de cinq facteurs dans la construction des identités individuelles : les symboles (constitutifs de l'identité militante), la définition de la situation (par l'attribution ou la réattribution d'une signification à l'environnement social), les rôles (procédant de valeurs, de normes, de codes et d'obligations spécifiques), la socialisation (qui permet d'adapter l'action aux circonstances) et l'émergence du moi (influencée par le contexte) (Arena et Arrigo, 2005). Alors que les principes, les normes, les valeurs ainsi que leurs évolutions voire les transformations interprétatives dans lesquelles elles se trouvent prises ont été peu explorés, les effets de la socialisation sur les choix militants et les trajectoires individuelles ont fait l'objet de nombreuses études (Snow *et al.*, 1980 ; Gould, 1991 ; Passy, 1998 ; Diani et McAdam, 2003 ; Duriez et Sawicki, 2003). La mise en évidence des symboles, constitutifs de l'identité militante, a également été explorée. Les organisations contribuent elles-mêmes à ces opérations d'identification et d'analyse. En effet, l'engagement militant peut se lire comme le produit d'une rencontre entre des dispositions et des expériences socialement construites avec un groupe ou une institution (Sawicki et Siméant, 2009). S'agissant des rôles et de la socialisation dans les organisations armées, la littérature a tenté de comprendre comment s'opérait le processus d'identification au groupe, *i.e.* l'« identification à » ou « l'identification subjective impliquant une motivation » (Hardin, 1995). R. Hardin, par exemple, estime que l'identification à un collectif est une condition de l'engagement dans des actions dont on partage les objectifs, néanmoins il n'explore pas les modalités ni les processus à l'œuvre dans cette identification.

L'exploration du travail identitaire s'est réalisée, dans la littérature secondaire, à partir d'une approche méso-sociologique focalisée sur la logique propre à la vie clandestine dans des institutions totales de taille réduite. L'engagement dans ces collectifs est alors considéré comme impliquant nécessairement « une rupture biographique lourde qui passe par une renonciation à une identité antérieure » (Sommier, 2008, p. 92). Dans le cas d'organisations armées de type guérilla, cette rupture s'accompagne d'une « reconstruction de l'identité des membres de l'organisation (hommes et femmes) selon le modèle du combattant » (voir Felices-Luna, 2007). En effet, les processus de bifurcation politique ont des implications identitaires qui posent aussi des dilemmes identitaires aux acteurs (Tarragoni, 2012, p. 116 ; Guibet Lafaye, 2019)<sup>1</sup>. L'engagement au sein de mouvances illégales et labellisées « terroristes » transforme l'identité sociale des agents, au même titre que l'entrée en militance dans un mouvement social (voir Fillieule *et al.*, 2010, p. 215). L'engagement est corrélatif d'une reconfiguration de l'identité sociale de l'individu, indiquant que « la situation d'action collective permet la fondation, ou la refondation, de l'identité qui le conduira à donner sens à ses choix et à ses calculs » (Pizzorno, 1978 ; 1990, p. 80).

Il est rare que cette reconstruction identitaire passe par l'appropriation de l'étiquette de « terroriste » par les acteurs, le label étant plutôt attribué par les agences de contrôle social et réfuté à travers la vision identitaire que les acteurs ont d'eux-mêmes (Felices-Luna, 2008, p. 180). Pour les acteurs qui se conçoivent plutôt comme des combattants, des résistants, des révolutionnaires (Guibet Lafaye, 2019), cette étiquette provient de l'ennemi qu'on est en train

---

<sup>1</sup> Ceux-ci s'associent parfois à des dilemmes normatifs notamment du fait de l'entrée dans des organisations pratiquant l'atteinte aux personnes. ETA en est une illustration paradigmatique.

de combattre. Elle n'a aucune crédibilité et sert au contraire à renforcer l'identité de combattant ou de résistant.

## 2.1 CONVERGENCE ET AMPLIFICATION IDENTITAIRES

Pour saisir les évolutions identitaires qu'ont connues les individus rencontrés ainsi que les modalités de leur engagement, plusieurs modèles peuvent être convoqués. D. A. Snow et D. McAdam (2000) ont mis en évidence deux formes de « travail identitaire », articulées en plusieurs sous-ensembles. Ces modèles sont utiles pour saisir les modes d'adaptation des individus aux collectifs et les remaniements qu'ils impliquent.

La première forme, dite de « convergence identitaire », fait référence à la rencontre entre des individus ayant une identité sociale isomorphe avec l'identité collective d'un mouvement (Voëgtli, 2010, p. 216). Cette convergence s'opère soit par « recherche d'identité » soit par « appropriation identitaire ». Dans le premier cas, les individus cherchent à s'engager dans des mouvements dont l'identité collective est congruente avec leur identité sociale, comme c'est le cas dans certains mouvements religieux. L'« appropriation identitaire » procède, pour sa part, de la conquête par des entrepreneurs de mouvements sociaux de réseaux de solidarité préexistants, les disposant à partager une identité commune.

Le travail identitaire peut également passer par une construction identitaire. Dans ce second cas, l'alignement entre identité sociale et identité collective nécessite un travail plus conséquent, allant d'un processus transformant de manière marginale la conception de soi d'un acteur à un changement radical. Dans le modèle de Snow et McAdam (2000), la construction identitaire peut être le fruit de plusieurs processus qu'il s'agisse de l'« amplification identitaire », de la « consolidation identitaire », de l'« extension identitaire » ou enfin de la « transformation identitaire ».

Le processus d'« amplification identitaire » consiste dans le renforcement d'une identité préexistante congruente avec l'identité collective d'un mouvement, la première n'ayant jusqu'alors pas été suffisamment saillante pour garantir la participation et l'activisme. Le processus de « consolidation identitaire » désigne la coalescence de deux identités personnelles préalables, jusqu'alors jugées incompatibles. Tel est le cas, par exemple, des mouvements homosexuels chrétiens<sup>1</sup>. L'« extension identitaire » fait référence au déploiement d'une identité spirituelle, congruente avec l'identité d'un mouvement, et qui embrasse pratiquement tous les aspects de la vie d'un individu. Ce phénomène peut advenir dans des collectifs religieux ou politiques comme le Parti communiste français (Pudal, 1989 ; Leclercq, 2008). Enfin, la « transformation identitaire » évoque la « reconstruction biographique » (Snow et Machalek, 1984) ou l'« alternation » (Berger et Luckmann, 1966 ; voir infra 2.2), provoquant une césure nette entre l'identité préalable et celle du « converti » entré dans le mouvement.

Dans les trajectoires analysées, les phénomènes les plus saillants sont ceux de la convergence identitaire, se décomposant en recherche d'identité (40 cas sur 128) et appropriation identitaire (31 cas), d'une part, et celui de l'amplification identitaire (48 cas), d'autre part (voir Tableau 2). Consolidation et transformation identitaires représentent 3 cas, l'extension identitaire coïncidant avec seulement 6 cas.

Tableau 2 : Typologie du travail identitaire à l'œuvre dans les trajectoires illégales

Groupes	Convergence identitaire		Construction identitaire			
	« Recherche	« Appropriation	« Amplification	« Consolidation	« Extension	« Transformation

<sup>1</sup> Voir le mouvement David & Jonathan (D & J) et la Communion Béthanie.



	d'identité » (individu → groupe)	identitaire » (groupe → individu)	identitaire » (renforcement d'une identité préexistante)	identitaire » (adoption de deux identités personnelles préalables incompatibles)	identitaire » (déploiement d'une identité spirituelle)	identitaire » (césure nette entre l'identité préalable et celle du « converti »)
ETA	15	19	<b>18</b>	1	3	
CAA					1	
IK	1	<b>6</b>	5			
RAF	<b>2</b>		1			
Mouvement 2 Juin	<b>1</b>					
BR	<b>4</b>	1	2			
PO	2	1	2			
LC	3		1			
PL	0	2	<b>9</b>			
Autonomie	3		3			
GARI	<b>4</b>		2		1	1
AD	4	2	4			
NAPAP	1			1		
FTP			1			
Antifasciste					1	
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>40</b>	31	<b>48</b>	2	6	1

Tableau 3 : Synthèse du travail identitaire à travers les groupes étudiés

Groupes	Convergence identitaire		Construction identitaire			
	« Recherche d'identité »	« Appropriation identitaire »	« Amplification identitaire »	« Consolidation identitaire »	« Extension identitaire »	« Transformation identitaire »
ETA et CAA	15	19	<b>18</b>	1	4	
IK	1	<b>6</b>	5			
RAF et Mouvement 2 Juin	<b>3</b>		1			
BR	<b>4</b>	1	2			
PO et Autonomie	5	1	5			
LC et PL	3	2	<b>10</b>			
GARI et NAPAP	<b>5</b>		2	1	1	1
AD	4	2	4			
FTP et Antifasciste			1		1	
<b>Total</b>	<b>40</b>	31	<b>48</b>	2	6	1

L'amplification identitaire et, dans une moindre mesure, la recherche d'identité se révèlent être les principales catégories à travers lesquelles se structure, dans l'enquête réalisée, le « travail identitaire » des militants d'organisations illégales. Se distingue ensuite le phénomène d'appropriation identitaire, c'est-à-dire à la propension des collectifs à se mettre en quête de

<sup>1</sup> Cette correction tient compte du fait que pour quatre individus, il s'est avéré difficile de les attribuer de façon univoque à l'une ou l'autre catégorie.

recrues, en particulier du côté basque. La structure et les formes d'organisation propres à chaque groupe (niveau méso) ont des effets sur leurs modalités d'enrôlement.

Plusieurs éléments doivent être pris en compte s'agissant des résultats présentés dans ce tableau. Lorsque les individus ont reconnu avoir cherché intentionnellement à entrer en contact avec les groupes illégaux, nous les avons placés dans la sous-catégorie « recherche d'identité ». Bien que le nombre d'individus se situant dans le champ de l'« appropriation identitaire » ne soit pas négligeable, nous n'avons pas suivi de façon systématique le travail de recrutement des organisations. Nous avons privilégié une démarche d'individualisme méthodologique s'appliquant à une période postérieure aux engagements individuels. Les 31 cas identifiés l'ont été sur le fondement de déclarations personnelles, dans lesquelles les individus reconnaissent avoir été contactés par leur organisation. Quand bien même ce contact a eu lieu, il ne signifie pas que les acteurs ne prennent pas, par eux-mêmes, la décision de s'engager pour nombre de raisons rationnelles (absence d'opportunités politiques, volonté de pousser leur engagement plus loin, possibilité de bénéficier d'une infrastructure leur permettant de parvenir à leurs fins dans de meilleures conditions, etc.). Enfin, certains enquêtés peuvent avoir volontairement omis de mentionner ce travail d'« appropriation identitaire »<sup>1</sup>. L'aveu d'avoir été contacté n'implique pas que les personnes ont été forcées. Néanmoins c'est parce que l'organisation connaît leur profil et anticipe qu'elles seront prêtes à assumer un degré supérieur d'illégalité dans l'engagement qu'elle se tourne vers elles et leur offre la possibilité de rejoindre le collectif. En outre, les modes de recrutement des groupes évoluent avec le temps, en particulier dans des organisations comme ETA ayant eu un demi-siècle de vie.

Nous avons placé les individus sous le chapeau de l'« amplification identitaire », d'une part, lorsqu'ils situaient leur parcours politique en référence à leurs antécédents familiaux. Nombre d'enquêtés ont initié leur parcours politique, alors qu'ils étaient adolescents ou très jeunes adultes. Dès lors, la participation aux groupes d'action intervient comme l'occasion d'un développement et d'un accomplissement d'une identité préexistante, congruente avec l'identité collective d'un mouvement, la première n'ayant pu totalement se développer du fait de l'âge et de l'absence d'accès aux moyens autorisant l'action illégale et l'activisme dit violent. Tel est en particulier le cas pour les militants d'ETA qui se sont engagés jusqu'à la fin des années 1980 (Guibet Lafaye, 2020a).

D'autre part, figurent également dans le sous-ensemble « amplification identitaire » les individus pour lesquels la structure a effectivement permis, indépendamment de leur imprégnation familiale, la réalisation d'actions illégales, le passage à un niveau qualitativement supérieur de participation politique illégale. D'activiste résolu, de militant déterminé, l'acteur voit son identité s'amplifier dans celle de « révolutionnaire professionnel » (Rapin, 2000) voire de terroriste. Enfin beaucoup des personnes rencontrées ont été à l'origine des groupes étudiés (GARI, AD, PO, PL, Autonomie ouvrière, FTP, IK<sup>2</sup>). Dès lors, leur recrutement dans ces derniers ne peut être considéré comme celui qui s'opère au sein d'une organisation préconstituée. Le groupe clandestin leur a permis d'amplifier leurs actions conformément à leur idéologie et à leurs ambitions politiques. De façon générale, l'entrée dans le groupe clandestin confère des moyens supérieurs en termes militaires et logistiques. La récurrence de l'amplification identitaire se comprend encore du fait qu'une majorité des

---

<sup>1</sup> Dans l'enquête, nous avons interrogé la trajectoire politique des acteurs, en leur posant la question de savoir comment s'est passée leur entrée dans l'organisation, éventuellement si c'était par « une personne en particulier ». Une partie des enquêtés a pratiqué l'art de l'esquive ou bien a omis de donner des détails sur les modalités de l'incorporation au collectif ce qui dénote d'un *habitus* commun parmi ces profils.

<sup>2</sup> Citons seulement Cyprien, Gabrielle, Frédéric, Vincent, Alberto Franceschini, Guiseppo, Paolo Margini, Sergio Segio, etc.

acteurs a eu une trajectoire politique conventionnelle avant d’embrasser la lutte armée. Cette catégorie n’est donc pas antinomique de la « recherche d’identité » ni de l’« appropriation identitaire ».

Les récits recueillis, quand bien même ils traduiraient des phénomènes d’illusion rétrospective, suggèrent donc que la « transformation identitaire » intervient assez peu dans les parcours de membres d’organisations clandestines d’extrême gauche ou de libération nationale (voir Tableau 2 et Tableau 3). Cette rareté s’explique par la continuité entre les expériences vécues dans leur enfance et l’engagement dans une organisation ou sa création. L’hypothèse de la « transformation identitaire » est écartée par Jacques, lorsqu’il explicite l’objectif qui était le sien en rejoignant ETA :

« Pour moi, il y a un problème d’identité individuelle, c’est-à-dire moi, je crois savoir qui je suis. Moi, je me reconnais dans les valeurs de la société que je veux changer, que je n’aime pas. Et donc je me reconnais dans les valeurs aussi quelque part d’humanisme, au moins d’altruisme, même de l’organisation, même si elle est armée. Pour moi... quand j’étais adolescent déjà, adolescent – pas majeur – je me disais, un jour *peut-être* je serai militant. Peut-être... ».

Le parcours de Jacques illustre un processus de convergence identitaire donnant lieu à un phénomène d’amplification identitaire. La récurrence de ce travail identitaire au sein d’ETA se vérifie au fil des générations. Il sous-tend la trajectoire de Jacques, né en 1955, comme celle de Ianis, né en 1979. Avant de rejoindre ETA, Ianis, issu d’une « famille de militants [...] engagés dans la politique nationaliste » puis dans les mouvements culturels, participait à un groupe pour le renforcement de la langue basque. Il a ensuite été militant de la jeunesse nationaliste de gauche<sup>1</sup>. Lorsque la répression contre la jeunesse se déploie au Pays basque sud dans les années 1990, des opérations de sabotage sont menées autour de son lycée. Dans ce contexte, son entrée dans ETA se décrit comme un phénomène d’amplification identitaire<sup>2</sup>. Dans le cas d’ETA, coïncidant avec 56 personnes interrogées, les processus de recherche d’identité, d’appropriation identitaire et d’amplification identitaire sont illustrés respectivement par 15, 19 et 18 cas ce qui souligne, concernant ce groupe, la diversité des chemins vers l’activisme armé.

Les paradigmes les plus courants, à l’œuvre dans l’engagement des acteurs rencontrés, sont bien ceux de la convergence identitaire ainsi que de l’amplification identitaire<sup>3</sup>. On peut d’autant plus parler d’isomorphie (en référence à la convergence identitaire) que l’on se trouve dans le cas basque où l’influence de la socialisation primaire et de l’environnement socioculturel est forte (Crettiez, 1997 ; Della Porta, 2013 ; Guibet Lafaye, 2020a). Ce processus marque notamment les trajectoires de tous les individus impliqués dans la logistique d’organisations comme ETA (Amandine, Benoît, Elliot, Élodie, Nicolas, Vincenzo) mais également de ceux qui sont passés par les commandos, tels Ekaitz, Fabienne, François. Ainsi le

---

<sup>1</sup> L’engagement dans ce courant suppose un processus de deux ans de formation, à travers de ce qu’on nomme les tables de pré-militance. À 14-15 ans, Ianis a coutume de débattre de politique avec un « voisin hyper engagé dans la jeunesse basque ». Concernant son parcours, voir Annexe 3.

<sup>2</sup> S’ajoute à ce contexte macrosocial, la mort, en août 2000, de deux de ses amis dans une action d’ETA. « Ça a généré tout un moment de répression dans ma ville. Il y a eu des gens qui sont partis en clandestinité, des gens sont arrêtés. Nous, qui étions un peu plus jeunes mais pas beaucoup plus – moi j’avais 20 ans –, ça a été : “il faut répondre”. Ça s’est passé, il y a eu des arrestations. Il faut répondre dans la rue. Dans ma ville, la communauté de communes, il y a eu beaucoup de sabotages. On peut dire qu’on a monté d’un cran de plus, l’action violente comme on dit. Et la répression, elle est revenue aussi. C’est à ce moment-là, quand il y a d’autres arrestations de jeunes par rapport aux sabotages, qu’il y a une liste de jeunes qui sont recherchés avec la suspicion d’être arrêtés aussi. À ce moment-là, pour certains d’entre nous, on peut dire, les plus politisés, l’ETA nous donne l’opportunité d’intégrer le réseau clandestin. Donc c’est à 20 ans que je pars dans la clandestinité » (Ianis).

<sup>3</sup> Pour AD, voir Cyprien, Gabrielle, Jérémie ; Damien et Sylvain dans une certaine mesure.

cas basque présente un exemple paradigmatique de quasi isomorphie entre l'identité sociale de l'acteur et l'identité collective du mouvement, en l'occurrence abertzale (*i.e.* patriote) quoique tous les membres d'ETA ne soient pas basques. Interrogée sur la façon dont son rapprochement avec l'organisation a eu lieu, Élodie explique en ces termes le début de son appui à ETA :

« Mon père, il connaissait des gens ici, beaucoup. Dans la famille, tous. Voilà, un jour, il y a quelqu'un qui s'est présenté chez nous. Il a demandé si c'était la maison de mon père. J'ai dit oui. [Il est resté.] J'habitais chez mes parents encore ».

C'est ainsi que commence le soutien direct à ETA d'Élodie, qui a notamment hébergé des militants en fuite.

L'appréhension extérieure de ces organisations dites terroristes projette une rupture normative, pratique<sup>1</sup> sur elles. *A contrario* celles-ci rejettent la dichotomie entre les modes d'intervention politique conventionnels et les leurs. Cette approche tend inévitablement à décrire comme un « saut » ou une rupture biographique le fait de rejoindre une organisation armée, là où les récits des acteurs soulignent des continuités (voir Ianis, Cyprien, etc.). Abordé de façon compréhensive, voire immanente, ce passage s'apparente plutôt à une linéarité dans les parcours. Ainsi l'entrée de Sylvain dans AD s'opère sans rupture véritable : un ami l'y a fait entrer à une époque où lui-même déjà « braquait les banques avec une mobylette » mais « là, c'était bien organisé, avec tout ce qui fallait : protection, chauffeurs et tout ». De même, Fabienne qui a toujours été militante sans être encartée est interpellée par le procès de Burgos : « À partir de là, j'ai commencé à rentrer de plus en plus. Il y avait des pas ». À Paris, elle rencontre « d'autres nationalités ou peuples en lutte : occitan, breton », quelques Corses. Elle avoue qu'avec les exécutions du 27 septembre 1975 faisant suite au procès de Burgos, elle décide de « prendre les armes » mais, à 12 ans, elle était déjà politisée. Son père, d'origine basco-catalane, anticipait son entrée à ETA... Son parcours traduit, là encore, un phénomène d'amplification identitaire.

Le très faible nombre de trajectoires (N = 1) susceptibles de laisser transparaître un processus de « transformation identitaire », impliquant une « reconstruction biographique » (Snow et Machalek, 1984) ou une césure nette entre l'identité préalable et celle du « converti » suggère le peu de pertinence de la thèse du basculement pour élucider les parcours des individus impliqués dans les collectifs étudiés. Or l'identité sociale advient comme « le résultat à la fois stable et provisoire, individuel et collectif, subjectif et objectif, biographique et structurel, des divers processus de socialisation qui, conjointement, construisent les individus et définissent les institutions » (Dubar, 1996, p. 111). L'identité est en ce sens la résultante, à un moment donné, du processus de socialisation d'un individu en même temps qu'elle informe son action. À partir de cette perspective, certains traits de l'identité sociale, *i.e.* certains rôles sociaux composant l'identité sociale, peuvent être plus ou moins saillants. Ils se structurent selon un principe d'organisation hiérarchique (Stryker *et al.*, 2000), lié aux conditions contextuelles de leur acquisition, expression et reconceptualisation (Fillieule *et al.*, 2010, p. 215).

## 2.2 REDEFINITION DES IDENTITES VS. ALTERNATION

En contre-point de ces analyses fondées sur des matériaux empiriques de première main, la thèse de la césure franche entre l'identité préalable et celle du « converti » a fait florès dans les

---

<sup>1</sup> Relative par exemple aux canaux illégaux par lesquels il faut passer pour se procurer armes et explosifs.

années 2010 (voir Benslama, 2015 ; Boutih, 2015 ; Bouzar, 2015). Cette forme de « redéfinition » des identités ou de « transformation identitaire » correspond à la dernière colonne des Tableau 2 et Tableau 3 soulignant un très faible nombre d'occurrences (N = 1) dans le cas des organisations politiques étudiées. Du fait de sa faible pertinence heuristique, il semble judicieux de lire ces trajectoires militantes, non pas à partir du prisme de la « transformation identitaire », de la rupture biographique ou du basculement dans la radicalisation, mais plutôt en convoquant la notion d'alternation, en complément de celles de convergence et d'amplification identitaires. L'alternation désigne un ensemble de transformation(s) subjective(s) (Berger et Luckmann, 1966 ; Guibet Lafaye et Rapin, 2017), advenant au cours des « carrières morales » des individus interrogés<sup>1</sup>. Elle décrit un processus de transformation « quasi-totale » de la réalité subjective qui conduit l'individu à « devenir autre », en adhérant à un « nouveau monde » subjectif (Berger et Luckmann, 1966). Le témoignage de Margareth (BR) est, sur ce point, explicite. Lorsque nous évoquons ce qui a pu la retenir ou la faire hésiter devant l'engagement, elle avoue :

« Les blocages intérieurs sont très nombreux, mais nous identifions nos besoins justement comme des obstacles à dépasser, comme des éléments contre-révolutionnaires, et donc nous pensons qu'il est nécessaire de briser ces chaînes intérieures qui nous retiennent à notre condition d'avant. Je dirais que c'est plutôt un processus inverse, je ne sais pas si j'arrive à bien me faire comprendre. Il y a toutes les inhibitions nécessaires, je pense, pour m'arrêter. Mais je fais le mouvement exactement inverse ».

Cette transformation subjective peut aller jusqu'à la redéfinition d'une identité qui peut être considérée comme constitutive de l'engagement total (Yon, 2005) ou radical. L'étude des trajectoires individuelles, à partir des récits des acteurs, permet donc de mettre en évidence la pertinence analytique du concept d'alternation plutôt que celui de radicalisation ou de basculement pour aborder les parcours des individus de la gauche révolutionnaire et de mouvements basques de libération nationale<sup>2</sup>. Dans le cas de la transformation identitaire, l'essentiel n'est pas tant de constater la reconstruction biographique que de mettre au jour les mécanismes, en l'occurrence la « structure de plausibilité » (Berger et Luckmann, 1966), *i.e.* la représentation du monde et des conditions objectives auxquelles l'acteur fait face, permettant de faire durer la conversion (Renou, 2009). Les effets de la confrontation de Jacques (ETA) à la répression permettent de saisir les mécanismes par lesquels cette évolution s'opère :

« Je pense que mentalement j'étais déjà engagé, j'étais pas encore membre de l'organisation mais... Si j'avais été torturé, ça aurait accéléré les choses mais ça ne m'a pas dévoyé de ce que je pensais, au contraire. Quand j'ai vu l'attitude de la garde civile, ils auraient pu nous écraser avec les pieds. Cette humiliation que vous sentez et tout ça ! Évidemment ça m'a conforté dans le choix. C'est-à-dire : "ouah ! C'est ça finalement". Et là j'ai pas subi de torture à ce moment-là. Mais je me suis dit : "bouf ! C'est évident, c'est évident". Franco, il vivait encore. »

À la fin des années 1960, des militants politiques optent pour la voie armée. Ce type d'engagement « radical » est investi dans un contexte sociopolitique de répression des luttes par les pouvoirs publics (Sommier, 2008b). Cette répression persiste, au Pays basque, des années 1950 jusqu'au début années 2010 (voir Ianis, Elyana, Dimitri pour les plus membres

---

<sup>1</sup> La notion d'alternation a également été proposée par I. Sommier qui la jugeait plus pertinente que celle de « conversion » défendue par D. Della Porta (Sommier, 2008), quoiqu'I. Sommier fasse également référence à la rupture biographique.

<sup>2</sup> Les travaux consacrés aux conversions religieuses ont également montré le mélange de continuité et de discontinuité, les bifurcations, qu'implique ce processus saisi dans la durée (Mary, 1998 ; Le Pape, 2015 ; Galonnier, 2017).

d'ETA), et en Italie de la fin des années 1960 aux années 1980<sup>1</sup>. Margareth (BR) en témoigne à travers l'évocation de l'attentat de la banque de l'agriculture à Milan le 12 décembre 1969<sup>2</sup>. De même, les propos de François, très croyant et qui fait partie du mouvement de la Théologie de la Libération, sont sans ambiguïté. Alors qu'il part réaliser un pèlerinage spirituel au Salvador, où il rencontre les communautés chrétiennes engagées dans la lutte du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) et visite la tombe de Monseigneur Romero, archevêque de San Salvador, assassiné au cours d'une messe le 24 mars 1980 par les escadrons de la mort, il s'interroge :

« Qu'est-ce que je fais ? Rester ici et donner ma vie pour ce peuple martyr ? La réponse est non, va chez toi. Ici il y a des milliers de gens prêts à mourir pour la libération, pas chez toi. J'ai décidé cela en 1986. Je vais aller jusqu'au bout dans ma voie révolutionnaire, je suis croyant de la Théologie de la Libération donc, pour moi, il n'y a pas de contradiction. Il faut lutter contre l'impérialisme et le capitalisme partout où ils se trouvent »<sup>3</sup>.

Quand il rentre au Pays basque, François fait connaître à ETA les actions symboliques qu'il a déjà entreprises. L'organisation lui propose ultérieurement un rendez-vous qui le conduira à entrer dans le commando Nafarroa (Navarre). La transformation subjective et la resocialisation qu'implique l'alternation pourraient être qualifiées de « radicales », dans la mesure où la réalité subjective de l'individu se voit bouleversée. Cette transformation *subjective* se distingue toutefois du processus de radicalisation *politique* proprement dit qui a nécessairement dû opérer préalablement et à une autre échelle pour créer une « structure de plausibilité » alternative (Berger et Luckmann, 1966), c'est-à-dire une autre réalité subjective que celle à laquelle le sujet adhérerait initialement. Il s'agit en l'occurrence des évolutions géopolitiques internationales des années 1980 et du contexte au Pays basque de la même époque durant laquelle les militants mettent en cause le caractère démocratique de la transition postfranquiste en Espagne<sup>4</sup>. Cette nouvelle représentation intersubjective du

---

<sup>1</sup> Nous avons étudié en détail ces contextes répressifs et leurs effets sur l'engagement illégal en d'autres lieux (Guibet Lafaye, 2019, 2020a).

<sup>2</sup> « Il y a eu aussi, c'est sûr, le "massacre" de Piazza Fontana, qui est un tournant, surtout en ce qui concerne le sujet de la violence, c'est-à-dire sur la quasi nécessité de recourir à la violence pour affirmer ses droits et un projet politique. Oui, c'est ça, une sorte d'obligation, sans quoi rien n'est possible. Ce sont les années pendant lesquelles on parle de "Résistance trahie", qui renvoie à toutes les années depuis la Libération. Il y a donc pendant ces années, disons, une grande identification avec le mouvement de la Résistance et avec certains résistants. » Sur cette thématique, voir Matard-Bonucci, 2010.

<sup>3</sup> François poursuit : « Pour un croyant monothéiste qui marche dans le chemin spirituel de la Théologie de la Libération, l'engagement pour détruire le grand Satan, le capitalisme, est une obligation éthique, morale, religieuse. Après c'est à chacun de demander à Dieu ou à sa conscience – Dieu nous parle à travers tous les êtres de la Création, mais cela devient intelligible dans les profondeurs de notre conscience – de demander sa voie : la non violence – comme Gandhi – (il y a une branche non violente dans la Théologie de la Libération – comme Mgr. Romero – et la branche armée : c'est légitime, éthique et moralement juste de prendre les armes pour débarrasser le peuple de la tyrannie). Si un jour le choix des armes est à portée de ma main, c'est mon obligation morale par rapport à tous les pauvres de la planète parce que je ne suis pas nationaliste basque – il faut le souligner trois fois en rouge – mais un patriote navarrais, communiste et croyant. Mon projet, c'est pas un État basque. Mon projet c'est la destruction du capitalisme, de l'État et du patriarcat. [...] Ça, c'est la version laïque, laïque de mon projet. Mon projet c'est le royaume de Dieu, c'est-à-dire l'égalité, le bonheur pour tout le monde. Voilà, et la destruction des idoles de mort, l'argent, etc. Et cela, pour moi, c'est la Révolution Socialiste. Le premier pas vers la victoire des opprimé.e.s. ».

<sup>4</sup> Pour des éléments de contexte sur ce point, voir Baby, 2015, p. 52 ; Lopez Garrido, 1987 ; Jaime-Jiménez et Reinares 1998, p. 173. Sur l'effet des évolutions contextuelles sur l'engagement des différentes générations de militants au sein d'ETA, voir Guibet Lafaye (2020b).

monde, fruit d'un processus de radicalisation politique, constitue le cadre dans lequel s'inscrivent les phénomènes individuels d'intériorisation de cet imaginaire, en l'occurrence de libération nationale et sociale, associée à une déception des espoirs portés par la fin du franquisme. Ce processus de radicalisation politique ne fait aucun doute dans les cas italien et basque quoique les luttes tiers-mondiste et de guérilla constituaient également la trame de fond de l'ensemble des organisations naissantes étudiées.

### 2.3 ATTACHEMENT AU COLLECTIF ET CONSTRUCTION IDENTITAIRE

Au-delà de la « structure de plausibilité » et du groupe de référence, le rapport à des autrui significatifs doit également être pris en compte, sur les plans méso- et microsociologiques, dans le travail identitaire qui accompagne ces engagements. Quel rôle jouent cette altérité, *i.e.* les relations interpersonnelles, et la structure organisationnelle dans la construction identitaire de ces acteurs ? Ce travail, tout comme l'évolution des conceptions de soi, dépend d'une acceptation par des autrui significatifs. Les rapports interpersonnels, dessinant aussi des réseaux, sont cardinaux dans l'attachement au collectif et le développement d'une conscience de groupe (Foote, 1951). L'identification au groupe a souvent été analysée en référence aux concepts d'« *habitus* militant » ou d'« identité protestataire ». Elle doit aussi se lire à partir de la notion d'*attachement*. Celui-ci résulte d'un processus par lequel un individu devient épris cognitivement et émotionnellement de l'image identitaire associée à un rôle particulier et désire ainsi le pratiquer et le représenter (Goffman, 1961)<sup>1</sup>. Nombre d'études ont exploré l'investissement cognitif et émotionnel dans la construction d'une identité collective<sup>2</sup>. Étudiant les trajectoires de femmes au sein du Sentier Lumineux et de l'IRA, M. Felices-Luna par exemple constate que « les interviewées qui poursuivent leur implication de manière volontaire décrivent une forte conviction idéologique, une vision identitaire de combattante résolue et fiable, l'affection envers leurs camarades et la fierté qu'elles puisent de leur implication. Elles démontrent ainsi un grand attachement à leur carrière et à l'identité qui en découle » (Felices-Luna, 2008, p. 173).

L'*attachement* intervient comme un catalyseur dans le travail identitaire. Il participe de la définition de soi que les acteurs obtiennent à travers l'identité mobilisée par la carrière militante (révolutionnaire, combattant de la libération nationale). Il traduit les effets sur les plans personnel et interpersonnel de l'activisme à haut risque. Ses incidences sont également morales, lorsqu'il est question d'obligation morale envers les pairs ou encore de la représentation que les individus se font de leur carrière morale, en termes de lutte pour la défense de son pays, de sa langue ou de lutte des classes. Certains militants d'IK, tels Laure, soulignent le rôle décisif du sentiment d'obligation morale :

« Par rapport à ces gens-là qui étaient tombés et qui croyaient à la même chose que vous, c'est pas leur rendre honneur... d'arrêter tout. Au contraire, ils sont tombés, il faut pas qu'ils soient tombés pour rien ceux-là, c'est pas possible »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cyprien, Laurent, Justin, Ianis notamment illustrent idéal-typiquement cette propension.

<sup>2</sup> La théorie de l'action collective tente d'appréhender les mécanismes par lesquels les acteurs élaborent une action commune, la façon dont l'unité de l'action est produite ainsi que les processus par lesquels les individus s'engagent dans l'action collective (voir Melucci, 1988, 1995).

<sup>3</sup> De même, Thierry évoquant les événements qui ont joué un rôle majeur dans son engagement politique se souvient que « le deuxième événement qui m'a chamboulé, parce qu'ils avaient pratiquement mon âge, c'est les deux militants Ramuntxo et Chevail qui sont morts en 80 à l'hôpital de Bayonne. Moi, j'étais au lycée à l'époque. Et j'ai entendu l'explosion mais je savais pas qu'est-ce que c'était. C'est le lendemain que j'ai su ce que c'était. Et là il y a un deuxième choc, c'est-à-dire que c'est deux jeunes qui meurent, qui donnent leur vie ou qui sont morts pour une cause, pour la cause

L'attachement s'opère par l'internalisation de normes à la fois morales et collectives qui découragent la rupture avec le groupe (Ulmer, 1994). En effet, avec l'entrée dans un nouveau groupe de pairs, une nouvelle sociabilité s'instaure. Ainsi Nicolas, qui a apporté un appui logistique très conséquent à ETA, souligne que, par mesure de sécurité pour lui et pour son entourage, il a dû prendre des distances avec ses familiers. Le rapport à des autrui significatifs contribue à une resocialisation de l'individu et justifie encore la pertinence heuristique du concept d'alternation. Cette resocialisation suppose à la fois une adhésion idéologique et affective à un nouveau groupe de référence à partir duquel s'opère la reconfiguration identitaire de l'individu (Melucci, 1995) et, à terme, les effets d'*attachement*. L'identité collective, l'identification au groupe apporte une stabilité émotionnelle et cognitive, fondée sur des idéaux et des croyances partagés (Post, 2005). Margareth le reconnaît, lorsqu'elle revient sur les premières étapes de son engagement :

« En 1970, j'ai vingt ans, et j'ai fréquenté un lycée catholique, donc avec une éducation très fermée, très stricte. J'arrive à Milan en 1969, et en 1970 je suis déjà assez proche des BR. Mais un peu par hasard, je pense, à cause de cette histoire de réseaux amicaux. Moi, je n'ai pas beaucoup de préparation politique, mais je me trouve bien avec eux » (nous soulignons)<sup>1</sup>.

Lorsqu'elle évoque le choix de s'être engagée, Margareth mentionne des rencontres décisives : « Sur mon propre lieu de naissance, j'ai rencontré des résistants de l'autre bord, des rouges, qui m'ont accueillie avec beaucoup d'amour ». La séparation d'avec le milieu familial, lors de l'entrée en clandestinité, est parfois vécue comme un moment difficile (voir Grégoire<sup>2</sup>, Frédéric<sup>3</sup>, Anna Soldati). La dimension affective semble plus librement évoquée par les femmes qui se sont engagées, en particulier en Italie ou en France. L'identification au groupe s'interprète alors comme un engagement émotionnel et affectif, par opposition à un simple partenariat ou à une affiliation (*membership*) à une organisation. La notion de famille est souvent mobilisée pour décrire cette dimension émotionnelle, comme le suggère William :

---

qui est la cause que je défends moi aussi, qui est ma cause. Et là je me dis : "Et toi ? Tu vas faire quoi ? Eux ils ont donné leur vie et toi, tu vas vivre tranquille ? Ta petite vie, tes vacances, tes voyages, la fête. Est-ce que tu peux vivre avec ta conscience en sachant ça ?" ».

<sup>1</sup> Peter, anarchiste impliqué dans les GARI, y insiste également lorsqu'il évoque les groupes autonomes. Ceux-ci « sont nés... à travers à l'affection, à travers une confiance réciproque entre les gens. Il y a pas eu un programme politique, on n'a pas décerné des brevets de ça, il n'y a pas eu le stade 1, 2, 3, 4, 5. La subjectivité, ça amène bien sûr des gros problèmes et on en a tous eu mais... c'est une façon d'être dans une relation affective avec quelqu'un, une amitié profonde, une confiance, un amour. On a toujours tourné comme ça par groupes d'affinité. C'est pour cette raison qu'il y avait des groupes où ils étaient 18 ou 20, d'autres 3 ou 4, voire 1 ! C'était aussi parce que ces quatre-là, ces 10 ou ces 18 se connaissaient parfaitement, se faisaient confiance et s'aimaient. J'emploie un mot... Non, avaient une relation de grande affectivité... – Rebecca (sa compagne) : et de grande confiance, c'est chouette la confiance ».

<sup>2</sup> « J'ai pris conscience assez rapidement des conséquences de mes engagements, pas tant sur le côté dramatique que cela pouvait engendrer – quand vous utilisez une arme, forcément au bout il peut y avoir des dégâts – mais j'étais plutôt conscient sur le côté familial, amical. Je tournais la page d'une vie sociale et familiale... Il y a eu un temps de rupture, un temps qu'il m'a fallu gérer avec moi-même. D'autant plus que je ne pouvais pas en parler avec mes proches. C'est ce qui peut paraître aussi un petit peu difficile, c'est que vous préparez une rupture mais sans pouvoir en parler pour des raisons de sécurité aux gens que vous aimez le plus ».

<sup>3</sup> « Quand je suis rentré dans la clandestinité, je me suis senti libre comme jamais. C'est un sentiment très... très particulier. On se sent libéré de tout le carcan de la vie quotidienne. [...] Il y a d'autres formes de contrainte mais qui sont inhérentes à la lutte, à la clandestinité surtout et aux mesures de sécurité, etc. ».



« Les prisonniers ou les autres membres de la RAF [...] étaient comme une famille et qui n'ont jamais été comme la propre famille qui est un château-fort, avec qui l'on est en rupture et que l'on n'a jamais vue ». Une telle interprétation s'avère très présente dans des organisations où la vie est communautaire, telles le PKK.

Roy Wallis, empruntant le terme à M. Weber, appelle les groupes holistiques (ou totalitaires) un *gemeinde*, c'est-à-dire une communauté ou une camaraderie dans laquelle le leader et les disciples se motivent et se reconnaissent du mérite les uns les autres via un amour réciproque (Wallis, 1982, p. 35-36). Les relations affectives voire l'amour interviennent alors comme une force dans les groupes formés autour d'une figure charismatique – pourtant souvent absente des collectifs que nous étudions. Les loyautés de groupe peuvent s'adosser à un amour fraternel et s'accomplir dans les sacrifices extraordinaires que les terroristes acceptent d'assumer, pour leurs causes et/ou la perpétuation de leur groupe<sup>1</sup>.

Sur le plan méso-sociologique, la socialisation au rôle militant, le « façonnage organisationnel » (Sawicki et Siméant, 2009, p. 115) s'appuient sur différentes médiations, qui favorisent l'attachement dans la durée au groupe ou au mouvement social<sup>2</sup>. Ces médiations participent à la célébration de l'unité et de la solidarité des membres (Fillieule *et al.*, 2010, p. 217 ; voir Lacroix, 2013 pour le cas basque). Toujours sur le même plan, les réseaux assument également un rôle important dans le travail identitaire individuel, l'attachement au collectif et dans le développement d'une conscience de groupe. Les exemples italiens, allemands et basques en attestent. Émerge alors un « esprit [de] corps » (Blumer, 1939), consistant dans « l'agencement des sentiments au nom du mouvement », autrement dit dans le sentiment qu'ont les activistes « d'une appartenance commune et d'être identifiés les uns avec les autres dans une entreprise commune. [...] En développant des sentiments d'intimité et de proximité, les personnes ont la sensation de partager une expérience commune et de former un groupe particulier » (Blumer, 1953, p. 205-206). L'esprit de corps se déploie à trois niveaux : le développement des relations à l'intérieur et hors groupe d'abord, l'existence d'une camaraderie informelle ensuite (Turner et Killian, 1957, p. 442 ; voir Fillieule *et al.*, 2010, chap. 9), les comportements cérémoniels formalisés enfin.

Ces comportements cérémoniels, que l'on trouve en particulier au Pays basque, constituent des dispositifs qui, à côté du partage d'une idéologie et de principes communs, valorisent l'adhésion et l'attachement à l'entreprise de mouvement social (Melucci, 1988). Ces médiations opèrent comme des « dispositifs de sensibilisation » et des « outils de l'ajustement et du façonnage de l'*habitus* militant », d'appropriation de la « mémoire militante ». Elles permettent « d'éprouver, au titre le plus personnel qui soit, une indignation et une colère qui motivent un engagement entier dans l'action » (Traïni et Siméant, 2009, p. 24-25). On l'observe en particulier dans l'ensemble des opérations de libération de prisonniers menées par plusieurs des organisations étudiées, qu'il s'agisse d'IK<sup>3</sup> ou de la RAF<sup>4</sup>, ou bien dans les actions de représailles à la suite des violences commises par la répression, gouvernementale ou

---

<sup>1</sup> Voir Atran, 2011, p. 33-34 ; Ballen, 2011 ; Sageman, 2004, p. 1-3, 107-119, 125-130 ; Sageman, 2008, p. 8, 56, 64, 66-70.

<sup>2</sup> La plupart des groupes étudiés se sont inscrits dans des « mouvements sociaux » plus vastes qu'il soit question du cas emblématique de l'Italie mais aussi du Pays basque, de l'Allemagne et, dans une moindre mesure, de la France.

<sup>3</sup> Avec la libération de Gabriel Mouesca et de Maddy Heguy le 13 décembre 1986 de la prison de Pau.

<sup>4</sup> Quand bien même cette déviation des objectifs de l'organisation a suscité, chez ses membres, de vives critiques, ainsi qu'Hans Joachim Klein ou William l'ont exprimé : « À la fin, nous avons dérogé à nos propres principes, ce qui signifie que [...] ce que nous voulions baser socialement a été remplacé par un intérêt privé – l'intérêt de faire sortir les prisonniers quelles que soient les circonstances et quels que soient les moyens employés. À la fin, nous avons été délégitimés par un intérêt privé et nous nous sommes nous-mêmes délégitimés ».

paramilitaire (telle les GAL), sur des membres des organisations. Plus généralement, ces dispositifs socialisent les membres à la culture du groupe (Fillieule *et al.*, 2010, p. 218). Ils participent, sur le plan méso-sociologique, à la construction identitaire individuelle, de façon complémentaire à l'idéologie, souvent considérée comme « l'opérateur grâce auquel l'identification au rôle de "révolutionnaire professionnel" procure une identité totale » (Yon, 2005, p. 142).

L'« esprit de corps », nourri de ces « dispositifs de sensibilisation » et adossé à un « façonnage de l'*habitus* militant », consiste également à partager et défendre les mêmes valeurs. Cette dimension axiologique participe au « travail identitaire », à la construction identitaire de soi. Elle s'illustre en particulier dans la solidarité qui constitue l'axe fondamental et cohésif de ces groupes, comme le soulignent Julien<sup>1</sup>, Martial<sup>2</sup>, Laureline ou Louisa, pour qui dans « cette lutte, le principal, c'est la solidarité qu'on a eue entre nous-mêmes et de la part de notre peuple, et avec d'autres peuples, il y a eu beaucoup de citoyens qui nous ont aidés » (voir aussi Julien)<sup>3</sup>. Cet « esprit de corps » a donc des dimensions idéologiques, affectives, axiologiques et normatives qui façonnent l'identité individuelle. Il s'agit à la fois d'adhérer aux mêmes valeurs et à une idéologie commune, de faire front collectivement contre la répression, de convoquer les mêmes schémas interprétatifs pour penser la réalité sociale, selon la dichotomie « nous *vs.* les autres », de faire corps autour d'un projet de libération ou d'émancipation – autant de facteurs méso-sociologiques participant à la transformation et au travail identitaires des acteurs.

### 3. Conclusion

L'analyse proposée repose sur des récits de vie rétrospectifs. « Tout permet de supposer que le récit de vie tend à se rapprocher d'autant plus du modèle officiel de la présentation officielle de soi, carte d'identité, fiche d'état civil, curriculum vitae, biographie officielle, et de la philosophie de l'identité qui le sous-tend, que l'on s'approche davantage des interrogatoires officiels des enquêtes officielles – dont la limite est l'enquête judiciaire ou policière » (Bourdieu, 1986, p. 71). Incontestablement le sujet et l'objet de la biographie (l'enquêteur et l'enquêté) ont un intérêt commun à accepter le postulat du sens de l'existence racontée. Or « traiter la vie comme une histoire, c'est-à-dire comme le récit cohérent d'une séquence signifiante et orientée d'événements, [revient] peut-être [à] sacrifier à une illusion rhétorique,

---

<sup>1</sup> Interrogé sur la possibilité d'une éthique dans la lutte armée, Julien répond : « c'est, on va dire, l'éthique révolutionnaire en toutes les façons mais l'éthique révolutionnaire en vrai. Quand tu dois partager, quand tu es obligé à regarder ce que tu as à côté pour pas les lâcher, tu vas jamais abandonner un copain. Solidarité, c'est un des noyaux principal. La compréhension et l'empathie, c'est un autre. L'ouverture – malgré les schémas fermés – c'est une autre. [...] La solidarité, c'est la base de toutes les mouvances... révolutionnaires ou alternatives ».

<sup>2</sup> Martial, sorti de détention quelques semaines avant l'entretien, dit de ses camarades encore en prison ou morts dans la lutte : « Il faut penser qu'après tout, tout ce que ces personnes ont fait, elles l'ont fait pour les autres. Et ça te donne un sentiment de... et les personnes qui sont toujours en prison, enfermées, elles continuent de tout donner. Bien qu'elles souffrent et ont souffert une situation d'exception, elles poursuivent leur engagement antérieur. Sans sortir de notre chemin, donc pour moi, c'est un sentiment spécial que j'ai pour ces personnes ».

<sup>3</sup> Louisa, qui a passé 11 ans en exil, souligne qu'« au Mexique, au Venezuela, dans ces pays, c'était très bien d'être structuré en tant que collectif et on arrivait au moins à... prendre ces gens qui n'étaient pas bien avec nous. On a eu une très grande solidarité. Pour moi... dans cette lutte, le principal, c'est la solidarité qu'on a eue entre nous-mêmes et de la part de notre peuple, et avec d'autres peuples. Il y a eu beaucoup de citoyens qui nous ont aidés. Et dans cette situation, je pense que l'Europe, ou le mouvement des roses... c'était un peu la référence la lutte du peuple basque, pour tout le monde ».

à une représentation commune de l'existence, que toute une tradition littéraire n'a cessé et ne cesse de renforcer. » (Bourdieu, 1986, p. 70) C'est pourquoi il convient de mobiliser ces sources orales avec prudence car elles sont souvent des reconstructions typiques, bien qu'elles soient aussi les principales sources dont nous disposons sur les trajectoires individuelles. En effet, ces reconstructions biographiques permettent de saisir les représentations et perceptions qu'ont les militants de leur environnement (monde social), leurs définitions des coûts et des avantages de la participation politique, leur socialisation politique ainsi que la dynamique de production et de maintien d'une identité collective (Della Porta, 2013, p. 28). Elles offrent en outre des explications subjectives du choix d'adhérer à une organisation radicale et d'y demeurer. Disqualifier la parole des militants des groupes étudiés dénoterait toutefois un manque d'appréciation de la valeur réelle de la méthodologie d'entretien (Horgan, 2011, p. 8).

Sans perdre de vue l'illusion du récit de vie comme séquence linéaire et cohérente, il s'avère possible de rendre compte du travail identitaire impliqué par l'appartenance à des organisations politiques violentes. Dans cette perspective, nous avons souligné la pertinence heuristique des notions d'alternation et de « bifurcation » – plutôt que de « basculement »<sup>1</sup> ou de radicalisation. L'alternation suppose un travail identitaire. Celui-ci repose principalement sur des formes de « recherche d'identité » et donne lieu à des phénomènes d'« amplification identitaire » plus marqués dans des groupes comme ETA ou Prima Linea. Ni la thèse du « basculement » ni le paradigme de l'« engagement par défaut » (Becker, 2006) ne rendent donc compte des engagements individuels dans les groupes étudiés. Les trajectoires des activistes d'extrême gauche ou de libération nationale basques illustrent le fait que « la capacité d'une décision existentielle ou d'un choix radical concernant soi-même s'opère toujours au sein de l'horizon d'une histoire de vie, à partir des traces de laquelle l'individu peut apprendre qui il est et qui il aimerait être » (Habermas, 1991, p. 103).

La mise en évidence consciente de cette continuité<sup>2</sup>, par les acteurs eux-mêmes et dont leur trajectoire atteste le plus souvent, permet de revisiter la thèse de la « redéfinition de l'identité » au sens d'une transformation censée accompagner les processus d'alternation. Bien que l'on puisse estimer que cette continuité soit le produit d'une reconstruction *a posteriori*, une partie des acteurs rencontrés est issue d'une filiation communiste ou de la résistance (voir Guibet Lafaye, 2018, 2019). Ainsi convoquer la théorie et le paradigme du « point de bascule » comme modèle heuristique pour saisir l'entrée en radicalité ou l'accélération de processus de radicalisation revient à adopter un point de vue exclusivement subjectif et psychologique sur une situation complexe et plurifactorielle. On estime que seul l'individu évolue sans considérer que la situation, en tant que telle, peut atteindre une limite au-delà de laquelle il n'est plus tolérable de ne pas agir. Dans certaines configurations, l'attention au contexte sociopolitique ou géopolitique permet de considérer que ce n'est pas simplement l'individu qui « bascule » dans la radicalité (voir l'Italie de la fin des années 1960 aux années 1980 ou le Pays basque).

Notre analyse s'écarte des conclusions de la littérature sur le terrorisme dans la mesure où elle privilégie une approche microsociologique plutôt que méso-sociologique. Décrivant ces groupes clandestins comme des organisations holistiques ou « totales »<sup>3</sup>, les auteur.e.s sont enclins à considérer l'intégration en leur sein sous la modalité de la rupture biographique et la reconstruction identitaire comme une renonciation à une identité antérieure. Lorsque l'on privilégie *a contrario* une lecture microsociologique, les phénomènes de continuité s'avèrent prééminents. Ils s'expriment soit sous la forme de la « recherche d'identité » qui vient consolider une identité préexistante, soit comme une « amplification identitaire » par laquelle les acteurs se donnent les moyens d'objectifs congruents avec ceux d'un mouvement collectif.

---

<sup>1</sup> Le paradigme du basculement n'est pas convoqué par les acteurs pour rendre raison de leurs trajectoires. Il est parfois même récusé (Guibet Lafaye, 2018).

<sup>2</sup> Qui ne signifie pas une linéarité.

<sup>3</sup> Y compris lorsqu'ils sont de taille réduite.

S'opère incontestablement une reconstruction identitaire mais elle n'implique nullement la renonciation à une identité antérieure ni nécessairement une rupture biographique. De tels processus traduisent seulement une « alternation ». Ces conclusions établies pour des groupes clandestins d'extrême gauche et de libération nationale sont également plausibles pour l'extrême droite<sup>1</sup> mais demanderaient à être vérifiées empiriquement pour les organisations de l'islam politique violent.

## Annexes

### ANNEXE 1

Tableau 4 : Liste des enquêtés avec leurs caractéristiques sociodémographiques

Pseudonyme	Sexe	Année de naissance	Organisation	Années de détention <sup>2</sup>	Profession du père
Héloïse	F	1946	GARI	-	Professeur des écoles
Rebecca	F	1946	GARI	-	Employé
Peter	M	1946	GARI	6 mois	Agent de maîtrise (chef d'atelier)
Norah	F	1947	GARI	-	Employé des services comptables (comptable)
Dyane	F	1947	GARI	9 mois	Cadre navigant de l'aviation civile (pilote de ligne)
Jérôme	M	1948	GARI	2 ans	Spécialiste de l'appareillage médical (expert vérificateur en orthopédie)
Natalia	F	1948	GARI	deux mois	Cadre d'administration (inspecteur d'administration)
Maurice	M	1949	GARI	1 an et 9 mois	Ouvrier agricole
Laurent	M	1946	NAPAP	deux mois	Ouvrier
Olivier	M	1952	NAPAP	10 mois	Cadre supérieur du privé
Cyprien	M	1952	AD	plus de 10 ans	Professeur des écoles
Damien	M	1952	AD	6 ans	Gendarme
Sylvain	M	1951	AD	3 ans	Ingénieur
Mirko	M	1954	AD	5 ans	Ouvrier qualifié du bâtiment
Jérémie	M	1955	AD	10 ans	Ouvrier
Gabrielle	F	1957	AD	plus de 10 ans	Chaudronnier
Yvon	M	1958	AD	-	Militaire
Vincent	M	1959	FTP	3 ans et demi	Employé
Ziggy	M	1985	Antifasciste	-	NR
Ludwig	M	1944	RAF	20 ans	Employé d'un service comptable
Marie	F	1948	RAF	7 ans	Homme du rang (soldat)
William	M	1952	RAF	21 ans	Journaliste et sans emploi

<sup>1</sup> Nous avons réalisé 18 entretiens avec des individus impliqués dans des organisations d'extrême droite extra-parlementaires qui tendent à valider cette hypothèse.

<sup>2</sup> Ces années ne correspondent pas toujours aux années de condamnation. Pour certains protagonistes, l'indication du nombre d'années de détention est indicative car le chiffre exact est identifiant dans les organisations où ils ont été peu nombreux.

Rana	F	1953	Mouvement du 2 Juin	4 ans et demi	Commerçant
Alberto Franceschini	M	1947	BR	18 ans	Ouvrier
Paola	F	1947	BR	17 ans	-
Alexandra	F	1950	BR	15 ans	Avocat
Margareth	F	1950	BR	3 ans et demi	Commerçant
Federico	M	1951	BR	23 ans et demi	Maçon
Aloys	M	1956	BR	1 ans et demi	Ouvrier
Pietro	M	1957	BR	18 ans	Fonctionnaire
Melchior	M	1948	Prima Linea	17 ans	Ouvrier
S. R.	F	1950	PL	7 ans et demi et 20 ans de mesure de substitution	Artisan à son compte
Paolo Margini	M	1950	PL	5 ans	Chef de petite entreprise
B. L.	M	1953	PL	11 ans	Ouvrier
Jeronimo	M	1953	PL	30 ans	Ouvrier
Sergio Segio	M	1955	PL	24 ans	Ouvrier
M. F.	M	1955	PL	7 ans et demi	Employé administratif d'entreprise (employé de banque)
Paolino	M	1956	PL	14 ans	Ouvrier
Massimo Battisaldo	M	1956	PL	11 ans	Commerçant
Anna Soldati	F	1962	PL	2 mois et demi	Entrepreneur
B. L.	M	1965	PL	11 ans	Ouvrier
Marco Boato	M	1944	Lotta Continua	6 jours	Artisan
Patrizia Pistagnesi	F	1951	LC	12 h	Général de l'armée de l'air
Guillermo	M	1953	LC	-	Réalisateur de cinéma, scénariste
E. B.	M	1954	LC	5 ans	Ouvrier
Théodore	M	1933	Potere Operaio, Autonomie ouvrière	11 ans	Employé
Guillem	M	1947	PO	4 ans et 9 mois	Ouvrier du bâtiment
Saro	M	1948	PO, Autonomie ouvrière	3 mois	Avocat
Emilia	F	1951	PO	1 an	Ingénieur
Alessandro Stella	M	1956	PO, Autonomie ouvrière	6 mois	Professeur
Demis	M	1946	Autonomie	10 ans	Médecin
Guiseppe	M	1947	Autonomie ouvrière	1 an et demi	Menuisier
Paloma	F	1947	Autonomie ouvrière	1 an	Coiffeur
Gihen	M	1948	Autonomie ouvrière	-	Responsable d'usine
Mateus	M	1954	Autonomie	-	Ingénieur
Martin	M	1957	Autonomie	Quelques mois	Ouvrier
Elliot	M	1941	ETA-m	1 an et 3 mois	Ouvrier
Tanguy	M	1945	ETA-V	8 ans	Employé des services comptables
Justin	M	1946	ETA-m	2 ans et 2 mois	Agriculteur
Amalia	F	1946	ETA-m	8 ans	Ouvrier agricole
Zachary	M	1946	ETA-m	-	Employé
Estrella	F	1949	ETA-pm puis ETA-m	1 an	Agriculteur

Isabella	F	1949	ETA-m	7 mois	Adulte handicapé
Pedro	M	1950	ETA-m	11 ans	Militaire haut gradé
Gaya	F	1951	ETA	6 mois	Agriculteur
Faysal	M	1952	ETA-m	4 ans	Plombier qualifié
Iwann	M	1952	ETA-m	-	Menuisier qualifié du bâtiment (menuisier)
Madeleine	F	1952	ETA-m	5 ans	Ouvrier
Pantxo	M	1952	ETA-m	9 ans	Boulangier
Fabienne	F	1953	ETA-pm	4 ans	Ouvrier du bâtiment
Adrien	M	1953	ETA-pm puis ETA-m	2 mois, 12 ans de déportation	Ouvrier agricole
Franck	M	1953	ETA-pm	-	Agent civil de sécurité et de surveillance (gardien d'une grande entreprise)
Ferrucio	M	1953	ETA-m	23 ans et 5 mois	Paysan
Amandine	F	1955	ETA-m	-	Employé
Jacques	M	1955	ETA-m	4 ans	Ouvrier
Idris	M	1955	ETA-pm	-	Agriculteur
Ilyann	M	1955	ETA-pm	14 ans	Employé
Leonardo	M	1955	ETA-pm	1 ans	Employé
Pharel	M	1955	ETA	16 mois	Ouvrier
Thibault	M	1956	ETA-pm puis ETA-m	1 an	Chef de petite entreprise
Mathieu	M	1956	ETA-m	22 ans et demi	Fonctionnaire
Carlito	M	1957	ETA-m	3 mois	Employé d'industrie
Jaad	M	1957	ETA-m	3 ans	Agriculteur
Pierre	M	1957	ETA-pm	7 ans	Technicien commercial (représentant d'outillage)
Elodie	F	1958	ETA-pm	18 mois	Boulangier
Laureline	F	1958	ETA-m	-	Chef d'entreprise
Benoît	M	1959	ETA-pm	10 jours	Ouvrier
Jayden	M	1959	ETA-m	1 an	Carrossier d'automobiles qualifié
Julien	M	1960	ETA-m	2 ans et demi	Commerçant
Rémy	M	1961	ETA-m	14 ans	Agriculteur
Louisa	F	1963	ETA-m	-	Ouvrier
Nicolas	M	1963	ETA	6 ans et demi	Chaudronnier
Jules	M	1963	ETA	5 ans	Secrétaire maritime
Ekaitz	M	1964	ETA-m	1 an	Menuisier
François	M	1964	ETA-m	8 ans	Professeur
Iséc	F	1964	ETA-m	23 ans	Ébéniste
Xavier	M	1965	ETA	8 ans	Employé
Jovani	M	1966	ETA-m	22 ans	Employé de commerce
Elikia	F	1971	ETA	3 ans	Chef de petite entreprise
Etan	M	1971	ETA	3 ans	Charpentier
Dimitri	M	1973	ETA	18 ans	Conducteur d'engin lourd de levage (grutier)
Martial	M	1975	ETA	1 an (en attente de jugement)	Boucher
Blandine	F	1971	ETA	4 ans	Chef de petite entreprise
Ianis	M	1979	ETA	6 ans	Ingénieur
Inola	F	1980	ETA	3 mois	Agriculteur
Sandrine	F	1981	ETA	3 ans	Employé de l'industrie
Jérôme	M	1981	ETA	3 ans	Médecin
Mona	F	1982	ETA	13 ans	Concierge
Elyana	F	1984	ETA	5 ans	Ouvrier de l'élevage (apiculteur)
Vicenzo	M	1962	Mouvance d'ETA	1 an	NR
Flavien	M	1966	Mouvance d'ETA	22 mois	Employé des services

					bancaires
Assya	F	1979	Mouvance d'ETA	3 mois	Bûcheron
Tanya	F	1944	IK logistique	-	Commis de restaurant (garçon de café)
Maud	F	1953	IK logistique	-	Agriculteur
Frédéric	M	1953	IK	plus de 10 ans	Couvreur qualifié (charpentier)
Alexis	M	1957	IK politique	6 mois	Agriculteur
Nicolo	M	1957	IK	10 mois	-
Grégoire	M	1961	IK	plus de 10 ans	Gendarme
Patxi	M	1961	IK	5 ans	Conducteur qualifié d'engins de chantiers du bâtiment (conducteur de bulldozer)
Thierry	M	1962	IK	1 an et demi puis gracié	Conducteur livreur (livreur de pommes de terre)
Paul	M	1963	IK	6 ans et trois mois	Agriculteur
Laure	F	1963	IK	9 mois	Agriculteur
Florian	M	1966	IK	4 ans et huit mois	Conseiller technique agricole
Nahil	M	1968	IK	6 et demi ans	Ouvrier
Xavière	F	1960	Commandos Autonomes Anticapitalistes	-	Maçon qualifié

Six des enquêtés ont refusé l'anonymat, en l'occurrence Marco Boato, Patrizia Pistagnesi, Paolo Margini, Sergio Segio, Alessandro Stella et Anna Soldati. Deux personnes ont accepté que leur identité soit révélée (Massimo Battisaldo et Alberto Franceschini). Les huit figurent donc dans le tableau sous leur véritable identité.

## ANNEXE 2

Présentation des organisations auxquelles les militants rencontrés appartiennent.

### Euskadi Ta Askatasuna

ETA est créée le 31 juillet 1959 par des étudiants basques marxistes-léninistes. L'organisation s'est distinguée par un premier attentat spectaculaire contre Luis Carrero Blanco, chef du gouvernement franquiste, tué le 20 décembre 1973. Elle est également connue pour l'explosion d'une voiture piégée dans le parking souterrain du centre commercial Hipercor de Barcelone, le 19 juin 1987. ETA s'est dissoute le 3 mai 2018.

### Commandos Autonomes Anticapitalistes

Les Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA) voient le jour au Pays basque en 1976. Leur conception de la lutte consiste à venir en soutien renforcé des mouvements ouvriers et populaires. Les CAA procèdent à l'exécution le 23 février 1984 d'Enrique Casas Vila, sénateur socialiste, candidat aux élections en Guipúzcoa et pièce maîtresse dans la coordination des Groupes Antiterroristes de Libération (GAL). Le commando auteur de l'attentat et réfugié au Pays basque nord est pris dans une embuscade le 22 mars 1984 à

Pasajes où quatre de ses membres sont tués. Cette liquidation signe la fin des Commandos Autonomes.

### **Iparretarrak**

Iparretarrak (IK) rassemble des militants du Pays basque nord ayant choisi d'autonomiser leur lutte eu égard à celle menée au sud par ETA. IK voit le jour le 11 décembre 1973 avec une action contre une entreprise refusant un syndicat à ses salariées. Après l'arrestation de Philippe Bidart, figure phare de l'organisation, le 20 février 1988 les actions se poursuivent jusqu'à un dernier attentat revendiqué en avril 2000.

### **Fraction Armée Rouge**

On a coutume de faire coïncider l'acte de naissance de la RAF avec la « libération » d'Andreas Baader le 14 mai 1970 par un commando piloté par Ulrike Meinhof. Plusieurs générations se sont succédées au sein de la RAF avant qu'elle ne se dissolve en rendant public, le 20 avril 1998, un texte du 18 mars 1998 intitulé : *Pourquoi nous arrêtons*. La RAF s'est distinguée par l'attaque de l'ambassade d'Allemagne à Stockholm par le commando Holger Meins, le 24 avril 1975, par l'exécution du procureur Buback, le 7 avril 1977 par le commando Ulrich Meinhof, ou encore par l'enlèvement le 5 septembre 1977, par le commando Siegfried Hausner, d'Hanns-Martin Schleyer, « patron des patrons » puis son exécution.

### **Mouvement du 2 Juin**

Quoique d'inspiration anarchiste, le « Mouvement du 2 Juin » (*Bewegung 2. Juni*) est proche de la RAF. La principale action du groupe a consisté dans l'enlèvement le 27 février 1975 de Peter Lorenz, candidat de la CDU à la mairie berlinoise, en vue de la libération de camarades et prisonniers politiques. Le groupe s'auto-dissout en 1980.

### **Potere Operaio**

*Potere Operaio* (Pouvoir ouvrier, PO) incarne, en Italie, l'opéraïsme italien faisant de l'ouvrier la pièce cardinale des luttes sociopolitiques. Ce courant est né dans les années 1960, via des revues telles *Quaderni Rossi*, *Quaderni Piacentini*. PO est créé en 1969. Ses leaders les plus connus sont Antonio Negri, Oreste Scalzone, Franco Piperno. Le groupe se dissout au printemps 1973.

### **Autonomie ouvrière**

Au milieu des années 1970, une série de groupes régionaux, aux sigles divers (*Comitati Autonomi*, *Collettivi Politici*, *Comitati Comunisti*, etc.) et changeant, se reconnaissent dans un mouvement qui s'auto-définit comme Autonomie ouvrière (*Autonomia Operaia*). Ses militants viennent pour partie de PO, pour partie de *Lotta Continua* (LC) mais sont, en grande majorité de nouveaux activistes, souvent jeunes.



## **Lotta Continua**

LC, d'inspiration opéraïste, est issue du mouvement ouvrier et étudiant. Elle est principalement active entre 1974 et 1976, plaçant à son actif l'exécution du commissaire Luigi Calabresi, par un de ses commandos, le 17 mai 1972. En 1976, LC s'associe à la coalition « Démocratie prolétarienne » pour participer aux élections générales sans remporter de véritable succès. Ce résultat conduit, dans la foulée, à la dissolution de LC.

## **Prima Linea**

PL naît, en avril 1977, d'une scission au sein du *Comitati Comunisti per il Potere Operaio* (CCPO), après que la répression a touché certains de ses membres. La première action signée par PL a pourtant lieu le 30 novembre 1976 avec une intrusion dans les locaux des dirigeants de Fiat. L'organisation a à son actif l'exécution de membres des forces de l'ordre, de juges, de « collaborateurs » de justice, de responsables d'usines, de professeurs d'université. À la fin des années 1970, PL subit la répression. Certains militants souhaitent quitter l'organisation qui s'auto-dissout en avril 1981.

## **Brigades Rouges**

Les Brigades Rouges (BR) voit le jour dans le contexte des révoltes ouvrières et étudiantes de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Le groupe revendique une première action le 17 septembre 1970 avec l'incendie d'une voiture d'un cadre de Siemens<sup>1</sup>. Les BR sont connues pour l'enlèvement du leader de la Démocratie Chrétienne (DC) Aldo Moro, qui est exécuté le 9 mai 1978, après 55 jours de détention. La dernière action revendiquée par un groupe s'inscrivant dans la filiation des BR consiste dans l'exécution de Massimo D'Antona, conseiller du ministre du travail, le 20 mai 1999, par un commando des BR-PCC.

## **Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste**

Le(s) Groupe(s) d'Action Révolutionnaire(s) Internationaliste(s) (GARI) se forme(nt) en mars 1974, suite à la condamnation à mort par la justice franquiste de Puig Antich, militant du Mouvement Ibérique de Libération (M.I.L.) et aux condamnations de quatre autres membres du M.I.L. Pour parvenir à influencer sur le sort de ces détenus, le groupe procède à l'enlèvement du banquier Angel Baltasar Suarez, le 3 mai 1974. Plus qu'une organisation structurée, les GARI sont une coordination de groupes anarchistes fonctionnant sur des bases affinitaires.

## **Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire**

Les Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire (NAPAP) se constituent à la fin de l'année 1976 à partir des Brigades Internationales. S'y rejoignent des membres de *Vaincre et vivre*<sup>2</sup>, d'anciens militants de la Gauche Prolétarienne (GP) et des personnes actives au sein du mouvement autonome. Ils revendiquent, le 23 mars 1977, l'assassinat de Jean-Antoine

---

<sup>1</sup> Dont le *Collettivo Politico Metropolitano* (CPM) fut le véritable instigateur.

<sup>2</sup> *Vaincre et vivre* est un groupe issu de la Gauche Prolétarienne. Tout en menant des actions légales, il pratique également une lutte violente.

Tramoni qui, le 25 février 1972, avait tué Pierre Overney, ouvrier chez Renault. Le groupe annonce son autodissolution au cours de l'été 1977. Certains anciens des NAPAP rejoignent la Coordination autonome puis Action Directe.

### **Action Directe**

La première opération revendiquée d'Action Directe (AD) date du 1<sup>er</sup> mai 1979, avec le mitraillage de la façade du Conseil National du Patronat Français (CNPF) à Paris. Deux des actions les plus marquantes réalisées par le noyau internationaliste d'AD sont l'exécution du général Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la Défense, le 25 janvier 1985, et celle de Georges Besse, PDG de Renault, le 17 novembre 1986. Le 21 février 1987, Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan sont arrêtés. Ce dernier estime que l'histoire d'AD a pris fin au terme de sa mise en liberté conditionnelle le 18 mai 2018 (*La Dépêche*, 26/02/2018).

### **Francs-tireurs Partisans**

Les Francs-tireurs Partisans (FTP) constituent une petite organisation clandestine qui voit le jour le 14 juillet 1991 avec une attaque aux cocktails Molotov contre le siège du Front National (FN) à Marseille. L'ensemble des actions commises par le groupe visent des éléments matériels et ont des objectifs antifascistes. Ainsi deux actions ont été menées à la suite de la mort d'Ibrahim Ali<sup>1</sup>, en février 1995, le 21 février 1996 et le 9 juin 1998 contre des locaux du FN.

### **ANNEXE 3**

#### *Les étapes du parcours de Ianis*

Ianis : « Mon engagement. On peut dire que mon parcours ou l'éveil de ma conscience, si on fait les étapes – c'est jamais comme ça – mais [on peut dire] : à 13 ans, il y avait un groupe pour le renforcement de la langue basque, je viens d'une famille de militants. Mes parents ont toujours été engagés dans la politique et on peut dire qu'ils ont été engagés dans la politique nationaliste et... il y avait un engagement politique et après pour des raisons qu'ils étaient pas d'accord à l'époque, dans les années 80-90, avec ce qui se faisait dans la gauche nationaliste, ils ont commencé à militer dans des mouvements plus culturels, le renforcement de la langue. C'était par rapport à la violence politique, ils étaient pas du tout d'accord mais par rapport à cette pratique, ils ont créée à D. [sa ville], un groupe de renforcement de la langue. C'est là que j'ai commencé à m'engager comme jeune, il y avait un groupe de jeunes dans l'association. Si je mets un point de début, c'est là-bas. J'ai commencé à voir qu'il y avait un problème pour me développer en tant que basque, j'ai commencé à avoir une conscience du Pays basque. Après, c'est venu surtout au lycée, il y avait un syndicat basque de jeunes étudiants. C'était une période où il y avait beaucoup de répression dans la rue. C'était la période de l'insoumission, on disait non à l'engagement militaire, à l'armée espagnole. Dans les manifs, on se faisait matraquer par la police. Même si on demandait qu'on voulait pas faire le service militaire. C'était un contexte très répressif dans la rue pour les jeunes engagés. Et

---

<sup>1</sup> Jeune Français d'origine comorienne de 17 ans, tué lors d'une soirée de collage d'affiches par des militants FN.

par rapport à la mouvance des jeunes nationalistes, 1992, pour toute la mouvance nationaliste de gauche, il y a eu un gros coup à l'État en 1992, donc la mouvance jeune, la jeunesse nationaliste a décidé en tant que mouvance que le côté le plus... il fallait prendre des témoins du côté le plus violent. À partir de 1992, ça a commencé à se développer une dynamique de sabotage, c'était plutôt d'amener à visualiser le conflit basque par le sabotage.

Dans ce contexte, j'étais au lycée. Et comment on peut dire ? D'abord, c'était une décision de faire face à la police violemment, de faire des sabotages. Ça commence au lycée. Qu'est-ce qui se passe ? L'État frappe la jeunesse d'une façon exagérée. Ma première arrestation avec mon frère dans ce contexte, j'ai 18 ans et lui 17 ans. Ils ont appliqué la loi antiterroriste, pour participer dans des sabotages. L'État espagnol a sorti une théorie : les jeunes qui font des actions de sabotage font partie de la stratégie de l'ETA. Donc ils nous ont arrêtés sous la loi antiterroriste. [Ça a été] 3 jours au commissariat de torture au Pays basque. Ça a été un gros coût pour faire face à la police et faire des sabotages.

Pour moi, ça été très important aussi, j'avais 14-15 ans. Mon voisin, il était aussi jeune mais avec 2-3 ans de plus. Il était hyper engagé, hyper politisé. Il y a eu une époque, on faisait des réunions dans sa maison pour discuter de politique. On prenait des livres pour les discuter. Il était hyper politisé. On parle des années 1990. À cette époque, pour être militant de la jeunesse nationaliste de gauche, il y avait un processus de deux ans et on les appelait les tables de pré-militance. Avant d'être militant engagé dans cette jeunesse, il fallait passer cette période de deux ans. Il y avait des écoles politiques, des discussions. C'était un profil de jeune militant, presque les cadres politiques.

Il y a eu à 13 ans l'engagement dans l'association de promotion de la langue.

14-15 ans, le voisin hyper engagé dans la jeunesse basque avec qui on faisait les discussions politiques.

Après le contexte de répression totale par rapport à la jeunesse. Au lycée, on a eu la police avec les flash-ball, dans le lycée. Quand on parle de violence, c'était... même à l'intérieur de l'école. Cette sensation d'être frappé même dans l'école, c'était... donc je m'engage au syndicat des étudiants nationalistes. Pour moi, tout mon engagement, c'est lié à une époque hyper riche au lycée. On est arrivé à comment faire l'union du côté violent de la pratique politique et du côté constructif : les assemblées de 500-600 personnes, au lycée. Quand quelqu'un vient parler, l'auditoire est plein de jeunes. En 1996, on organise la première école politique du Pays basque à D.. On a parlé d'économie, de sexualité, de la culture, c'était massif par rapport à un petit lycée dans une petite ville. Voir tellement de gens et participer... et à la même époque, à part les assemblées, il y avait des sabotages autour du lycée. Ça a été un moment où l'union des différentes pratiques est devenue réelle. Ça a duré deux ans parce qu'après la répression a été définitive. Ils ont arrêté les gens à l'intérieur des cours. La police en civil est rentrée dans les cours chercher les gens.

Dans ce cadre-là, on est arrêté mon frère et moi. J'avais 18 et lui 17 (on est trois frères).

C'était un gros coup pour nos vies. Trois jours de non communication, sous la loi antiterroriste. Ils nous ont fait des trucs. Ça a été hyper marquant. À 18 ans, on a fait un mois de prison à Madrid... avec de lourdes demandes d'années en prison. Moi, je viens à San Sébastien pour étudier le droit. À 18 ans, l'expérimentation... j'habitais ici loin de chez moi, un peu plus de liberté, pour m'exprimer de tous les côtés, comme on dit.

Je fais une parenthèse : quand j'étais au lycée à 16 ans, je suis allé aux États-Unis pour faire un séjour. Il y avait le journal *Egin* qui était publié tous les lundis. Il y avait un article d'opinion : *Jota*. C'était l'article politique de KAS, de la mouvance nationaliste. C'était tous les lundis un article de stratégie politique, de stratégie de la violence politique. Je me souviens que quand je suis parti aux États-Unis, j'ai demandé à ma mère de faire la collection des articles et de me les envoyer. Elle le faisait mais elle disait qu'elle était contre l'article de *Jota*. Pour moi, c'est le phare politique. Ma mère était pas d'accord du tout, du tout. Je ferme la parenthèse.

J'avais 18 ans à la Fac. Dans ce contexte, ça commence la stratégie, d'un côté l'État avec le ruban bleu et le côté nationaliste de gauche. [...] [du côté] de l'État, il y a eu une volonté que la confrontation civile devienne violente. C'est pas devenu tant que ça. Il y avait des confrontations, des manif de tous les côtés. Et la stratégie de l'ETA aussi d'attaquer les élus basques. [...] Il y a eu l'assassinat de l'élu espagnol à D. et au même moment de bons amis à moi sont morts en août 2000 en amenant une bombe. Chez nous, quand ces deux jeunes sont morts, c'était important car c'était des bons amis, très connus, mais ils sont morts à 23 ans. À ce moment-là, ça a été dans notre vie un coup hyper dur, de perdre des amis pendant qu'ils font une action de l'ETA.

Août 2000, ces deux amis sont morts. Ça a généré un moment de répression dans ma ville, des gens sont partis en clandestinité, d'autres sont arrêtés. Nous qui étions un peu plus jeunes, moi j'avais 20 ans, ça a été : il faut répondre à la rue – après les arrestations. Dans ma ville, la communauté de communes, il y a eu beaucoup de sabotages. On a monté d'un cran de plus, on peut dire, l'action violente. Et la répression, elle est revenue aussi. Quand il y a d'autres arrestations de jeunes par rapport au sabotage, il y a une liste de jeunes recherchés avec la suspicion d'être arrêtés aussi. À ce moment-là, pour certains d'entre nous, les plus politisés, l'ETA nous donne l'opportunité d'intégrer le réseau clandestin. Donc c'est à 20 ans que je pars dans la clandestinité ».

## Références

- Alcedo Moneo M., *Militar en ETA*, San Sébastian, Haranburu, 1994.
- Alvesson M. et H. Willmott, « Identity regulation as organizational control: producing the appropriate individual », *Journal of Management Studies*, vol. 39(5), 2002, p. 619-644.
- Arena M.P. et B.A. Arrigo, « Social Psychology, Terrorism, and Identity : A Preliminary Re-examination of Theory, Culture, Self and Society », *Behavioral Sciences and the Law*, vol. 23, 2005, p. 485-506.
- Atran S., *Talking to the Enemy: Religion, Brotherhood, and the (Un)Making of Terrorists*, Ecco, 2011.
- Auriat N., *Les défaillances de la mémoire humaine. Aspects cognitifs des enquêtes rétrospectives*, Paris, PUF-INED, 1996.
- Baby Sophie, « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 127, n° 3, 2015, p. 42-57.
- Ballen Ken, *Terrorists in Love: The Real Lives of Islamic Radicals*, New York, Free Press, 2011.
- Becker Howard, « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, vol. 11, 2006, mis en ligne le 28 septembre 2008.
- Benslama Fathi, *Un furieux désir de sacrifier. Le Surmusulman*, Paris, Seuil, 2015.
- Berger Peter et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* [1966], Paris, Meridiens-Klincksieck, 1986.
- Blumer Herbert G., « Collective Behavior », in R.E. Park, *An Outline of the Principles of Sociology*, New York, Barnes & Noble, 1939, p. 221-280.
- Blumer H., « Collective Behavior » [1939], in A. McLung Lee (dir.), *Principles of Sociology*, New York, Barnes and Noble, 1953, p. 166-222.
- Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62/63, juin 1986, p. 69-72.
- Boutih Malek, « Génération radicale », rapport du député PS de l'Essonne, juin 2015.
- Bouzar D., *Comment sortir de l'emprise « djihadiste » ?*, Les éditions de l'atelier, 2015.
- Bruni Luigi, *ETA. Historia política de una lucha armada*, Tafalla, Txalaparta, 2001.
- Collovald A. et B. Gaïti, « Questions sur une radicalisation politique », in A. Collovald et B. Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006, p. 19-45.

Crettiez X., *La violence ethno-nationaliste contre l'État. Les exemples basque et corse*, Paris, Université Paris 1, thèse de doctorat de troisième cycle en science politique, 1997.

Della Porta Donatella, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Della Porta D. et D. Rucht, « Left-Libertarian Movements in Context : Comparing Italy and West Germany, 1965-1990 », in C. J. Jenkins et B. Klandermans (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on State and Social Movements*, Minnesota, Univ. Press of Minnesota, 1995, p. 229-272.

Demazière Didier, « À qui peut-on se fier ? Les sociologues et la parole des interviewés », *Langage et société*, vol. 3, n° 121-122, 2007, p. 85-100.

Demazière Didier, « L'entretien biographique comme interaction négociations, contre-interprétations, ajustements de sens », *Langage et société*, vol. 1, n° 123, 2008, p. 15-35.

Diani M. et D. McAdam (eds.), *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, Oxford University Press (Comparative Politics), 2003.

Dubar, Claude, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1996.

Duriez B. et F. Sawicki, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale : le cas de la CFDT », *Politix*, vol. 63, 2003, p. 17-57.

Felices-Luna M., « L'implication des femmes au sein des groupes armés contestataires : la déviance au service d'une entreprise citoyenne », *Champ pénal/ Penal Field* [En ligne], vol. IV | 2007, mis en ligne le 15 janvier 2007, p. 1-17.

Felices-Luna M., « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et Société*, 2, 2008, vol. 32, p. 163-185.

Fillieule Olivier, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.

Foote N. N., « Identification as a basis for a theory of motivation », *American Sociological Review*, 16, 1951, p. 14-21.

Galonnier Juliette, « Choosing faith and facing race : converting to Islam in France and the United States », Thèse de doctorat en Sociologie, IEP, soutenue le 2/06/2017.

Giddens Anthony, *Modernity and Self-Identity : Self and Society in the Late Modern Age*, Stanford, Stanford University Press, 1991.

Goffman E., *The Presentation of Self in Everyday Life*, New York, Doubleday Anchor Books, 1956.

Goffman Erving, *Encounters*, New York, Bobbs-Merrill Company, 1961.

Gould R.V., « Multiple Networks and Mobilization in the Paris Commune, 1871 », *American Sociological Review*, 56, 1991, p. 716-729.

Guibet Lafaye C., « “Comment peuvent-ils ne pas s’engager ?” Comprendre l’engagement de l’extrême gauche non partisane », *Participations*, n° 97, 2018, p. 165-198. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01915097>

Guibet Lafaye Caroline, *Armes et principes. Éthique de l’engagement politique armé*, Paris, éd. du Croquant, 2019.

Guibet Lafaye Caroline, *Un conflit au pays basque : regards des militants illégaux*, Bruxelles, Peter Lang, 2020a.

Guibet Lafaye Caroline, « Trajectoires de militants clandestins basques : six décennies de conflit », *SociologieS* (AISLF), Université Toulouse Jean Jaurès, octobre 2020b, <https://journals.openedition.org/sociologies/14316>.

Guibet Lafaye C. et A.-J. Rabin, « Individualisation et dépolitisation d’une notion : évolutions contemporaines de la sémantique de la radicalisation », *Politiques de communication*, n° 8, mai 2017, PUG, Grenoble, p. 127-153.

- Habermas Jürgen, *De l'éthique de la discussion* [1991], Paris, Cerf, 1992.
- Hardin Russell, *One for All: The Logic of Group Conflict*, Princeton, Princeton University Press, 1995.
- Horgan John, « Interviewing the terrorists: reflections on fieldwork and implications for psychological research », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 2011, iFirst Article, p. 1-17.
- Jaime-Jiménez Oscar et Fernando Reinares, « The Policing of Mass Demonstrations in Spain: From Dictatorship to Democracy », in Donatella Della Porta et Herbert Reiter (ed.), *Policing Protest The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minnesota, University of Minnesota Press, 1998, p. 166-187.
- Jenkins R., *Social identity*, Londres, Routledge, 1996.
- Lacroix Isabelle, « “C’est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !”. Les ressorts du maintien de l’engagement dans la cause basque en France », *Politix*, vol. 2, n° 102, 2013, p. 35-61.
- Letamendia F., *Historia del nacionalismo vasco y de ETA*, 3 vol., San Sébastian, RyB ediciones, 1995.
- Le Pape Loïc, *Une autre foi. Itinéraires de conversions religieuses en France. Juifs – Chrétiens – Musulmans*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2015.
- Leclercq C., « Histoires d’“ex”. Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français », thèse pour le doctorat de science politique, Institut d’études politiques, Paris, 2008.
- Lopez Garrido D., *El Aparato Policial en España*, Barcelone, Ariel, 1987.
- Mary André, « Le voir pour y croire : expériences visionnaires et récits de conversion », *Journal des africanistes*, tome 68 fascicule 1-2, 1998, p. 173-196.
- Massey Jacques, *ETA histoire secrète d’une guerre de cent ans*, Paris, Flammarion, 2010.
- Matard-Bonucci Marie-Anne, « Des usages de l’antifascisme et de la Résistance par les Brigades rouges », in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L’Italie des années de plomb : le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, p. 15-35.
- Melucci Alberto, « Getting Involved: Identity and Mobilization in Social Movements », *International Social Movement Research*, 1, 1988, p. 329-348.
- Melucci Alberto, « The Process of Collective Identity », in Hank Johnston et Bert Klandermans (dir.), *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 41-63.
- Ogien Albert, *Sociologie de la déviance* [1989], Paris, Armand Colin, 1995.
- Passy F., *L’action altruiste - Contraintes et opportunités de l’engagement dans les mouvements sociaux*, Droz, Genève, 1998.
- Pizzorno Alessandro, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 3, n° 9, 1990, p. 74-80.
- Pizzorno Alessandro, « Political change and collective identity in industrial conflict », in C. Crouch et A. Pizzorno (dir.), *The resurgence of class conflict in Western Europe since 1968*, Londres, Macmillan, 1978, p. 277-298.
- Polkinghorne D. E., « Narrative and self-concept », *Journal of Narrative and Life History*, 1, 1991, p. 135-153.
- Post M. Jerrold, « When hatred is bred in the bone: The Socio-Cultural Underpinnings of Terrorist Psychology » *Political Psychology*, 2005, p. 615-636.
- Pudal Bernard, *Prendre parti*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989.
- Rapin Ami-Jacques, « Le professionnel de la lutte armée, militant par excellence ou pernecieux déviant? Le terrorisme d’extrême gauche en Europe, 1969-1979 », in José Gotovitch et Anne Morelli (dir.), *Militantisme et militants*, Bruxelles, EVO, 2000, p. 54-64.

Renou G., « La découverte ou l'ignorance. Contribution à l'étude des opérateurs d'alternation dans la formalisation des identités militantes », in B. Voutat, M. Surdez, M. Voegtli (dir.), *Identifier – s'identifier. À propos des identités politiques*, Antipodes, Lausanne, 2010.

Sageman Marc, *Understanding Terror Networks*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2004.

Sageman Marc, *Leaderless Jihad: Terror Networks in the Twenty-First Century*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2008.

Sawicki F. et J. Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du Travail*, vol. 51, n° 1, janvier-mars 2009, p. 97-125.

Snow D.A., L.A. Zurcher et S. Eklund-Olson, « Social Networks and Social Movements: A Microstructural Approach to Differential Recruitment », *American Sociological Review*, vol. 45, 1980, p. 787-801.

Snow D.A. et Machalek R.A., « The Sociology of Conversion », *Annual Review of Sociology*, vol. 10, 1984, p. 167-190.

Snow D. A. et D. McAdam, « Identity Work Processes in the Context of Social Movements: Clarifying the Identity/Movement Nexus », in S. Stryker et al. (dir.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000, p. 41-67.

Somers M. R., « The narrative constitution of identity: A relational and network approach », *Theory and Society*, vol. 23, 1994, p. 605-649.

Sommier Isabelle, « Les processus de radicalisation », *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2008, p. 59-93.

Strauss Anselm, *Mirrors and Masks : The Search for Identity*, Glencoe, IL, Free Press, 1959.

Stryker Sheldon, Timothy Owens et Robert White (dir.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000.

Tarragoni Federico, « Se radicaliser au pays des radicalités : les bifurcations populaires au Venezuela de Chávez », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 101-117.

Traïni C. et J. Siméant, « Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause ? », in C. Traïni (dir.), *Émotions... mobilisation ! Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 11-34.

Turner Ralph H. et Lewis M. Killian, *Collective Behavior*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1957.

Ulmer J., « Revisiting Stebbins: Labeling and Commitment to Deviance », *The Sociological Quarterly*, vol. 35, n° 1, 1994, p. 135-157.

Voegtli Michael, « “Quatre pattes oui, deux pattes, non !”. L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », in O. Fillieule et al. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223.

Wallis Roy, « The Social Construction of Charisma », *Social Compass*, 29, 1982, p. 25-39.

Watson T. J., « Managing identity: Identity work, personal predicaments and structural circumstances », *Organization*, vol. 15, n° 1, 2008, p. 121-43.

Watson T. J., « Narrative, life story and manager identity: A case study in autobiographical identity work », *Human relations*, vol. 62, 2009, p. 425-452.

Ybema S. et al., « Articulating identities », *Human Relations*, vol. 62, n° 3, 2009, p. 299-322.

Yon K., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bande à l'AJS-OCI », *Politix*, n° 70, 2005, p. 137-167.